



Unité - Travail - Progrès

RÉPUBLIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN
ET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE



NOTE DE CONJONCTURE

DEUXIEME TRIMESTRE 2025

PUBLICATION DE SEPTEMBRE 2025



TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES GRAPHIQUES	8
PRÉFACE	9
AVANT-PROPOS	10
APERÇU GÉNÉRAL	11
 I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	 12
I.1 Croissance mondiale	13
I.2 Inflation	14
I.3 Cours des matières premières.....	15
I.4 Politique monétaire	16
I.5 Taux de change euro-dollar	17
 II. ÉCONOMIE NATIONALE	 18
II.1 Secteur réel	19
II.1.1 Secteur primaire	19
II.1.1.1 Pêche	19
II.1.1.2 Exploitation forestière.....	19
II.1.2 Secteur secondaire	19
II.1.2.1 Extraction des hydrocarbures.....	20
II.1.2.2 Industries de transformation de bois.....	21
II.1.2.3 Industries de boissons et tabacs	21
II.1.2.4 Industries alimentaires.....	22
II.1.2.5 Industries métalliques et mécaniques.....	23
II.1.2.6 Industries métallurgiques.....	24
II.1.2.7 Industries des minéraux non métalliques	24
II.1.2.8 Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers).....	25
II.1.2.9 Industrie de raffinage de pétrole	26
II.1.2.10 Industries de production et distribution d'eau et d'électricité	27
II.1.2.11 Bâtiments et travaux publics	28
II.1.3 Secteur tertiaire	29
II.1.3.1 Commerce	29
II.1.3.2 Hôtels et restaurants.....	31
II.1.3.3 Transports et auxiliaires de transports	32
II.1.3.4 Télécommunications	35
II.1.3.5 Banques, microfinances et assurances	36
II.1.3.6 Autres services	37
II.1.3.6.1 Activités parapétrolières.....	38
II.2 Effectifs employés et masse salariale	38
II.2.1 Emplois.....	38
II.2.2. Salaires	38

II.3 Dynamique entrepreneuriale.....	38
II.3.1 Enregistrement des entreprises à l'Agence Congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE)	38
II.3.2 Agrément des entreprises à la charte des investissements	39
II.4 Opinions des chefs d'entreprise	39
II.5 Tendances des marchés et des prix	40
II.6 Pluviométrie	40
II.7. Financement de l'économie	41
II.8. Réglementation des changes	41
II.9. Commerce extérieur	42
II.9.1 Exportations de biens	42
II.9.2 Importations de biens	44
II.9.3 Balance commerciale	45
II.10. Situation monétaire	45
II.10.1 Avoirs extérieurs nets	45
II.10.2 Crédit intérieur	45
II.10.2.1- Créances nettes sur l'Etat	45
II.10.2.2- Crédits à l'économie.....	45
II.10.3 Masse monétaire	45
II.11. Finances publiques	45
II.11.1- Recettes publiques.....	45
II.11.2- Dépenses publiques.....	46
II.11.3- Soldes budgétaires.....	46
II.12. Titres publics	46
II.13 Relations avec l'extérieur	47
III. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2025	48
III.1. Secteur réel	49
III.2 Inflation	49
III.3 Finances publiques	49
III.4 Situation monétaire	49
ANNEXES.....	50
ÉQUIPE TECHNIQUE.....	54

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire économique et Statistique d'Afrique subsaharienne
ANAC	: Agence Nationale de l'Aviation civile
ARPC	: Autorité de Régulation des Postes et Communications électroniques
BAD	: Banque africaine de Développement
BEAC	: Banque des États de l'Afrique centrale
BIT	: Bureau international du Travail
BM	: Banque mondiale
BTA	: Bon du Trésor Assimilable
BTP	: Bâtiments et Travaux publics
BZV	: Brazzaville
CEMAC	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFCO	: Chemin de Fer Congo-Océan
CNI	: Commission nationale des investissements
COBAC	: Commission bancaire de l'Afrique centrale
DGB	: Direction générale du Budget
DGDDI	: Direction générale des douanes et des droits indirects
DGE	: Direction générale de l'Économie
DRN	: Direction des ressources naturelles
E²C	: Énergie électrique du Congo
FCFA	: Franc de la Coopération financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
FOB	: Free on Board
GWh	: Giga Watt heure
IARD	: Incendie, Accident et Risques divers
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INS	: Institut national de la statistique
MEF	: Ministère de l'Économie et des Finances
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement économiques
OIT	: Organisation internationale du Travail
OTA	: Obligation du Trésor Assimilable
PAPN	: Port Autonome de Pointe-Noire
PEM	: Perspectives de l'Économie mondiale
PIB	: Produit intérieur brut
SCPFE	: Société de contrôle de produits forestiers à l'exportation

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Croissance mondiale (en %)	14
Tableau 2 : Inflation (en %)	15
Tableau 3 : Évolution de la production et des exportations des bois en grumes selon les zones	19
Tableau 4: Évolution des exportations des bois en grumes.....	19
Tableau 5 : Production pétrolière (en millions de barils).....	20
Tableau 6 : Évolution des exportations de pétrole (en millions de barils).....	20
Tableau 7 : Évolution des exportations de pétrole en valeur (en milliards de FCFA).....	20
Tableau 8 : Évolution de la production et des exportations de GNL.....	20
Tableau 9 : Évolution de la production de bois transformés (en mètres cubes)	21
Tableau 10 : Évolution des exportations en volume (en mètres cubes).....	21
Tableau 11 : Évolution des exportations en millions de FCFA.....	21
Tableau 12 : Évolution de la production des industries de boissons et de tabacs (en volume)	22
Tableau 13 : Évolution du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs (en millions de FCFA) ...	22
Tableau 14 : Évolution de la production des autres industries alimentaires (en tonnes).....	23
Tableau 15 : Évolution du chiffre d'affaires des industries alimentaires (en millions de FCFA)	23
Tableau 16: Évolution de la production en volume	23
Tableau 17 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécaniques et métalliques (en millions de FCFA)	24
Tableau 18 : Production des industries métallurgiques (en tonnes)	24
Tableau 19 : Ventes des industries métallurgiques (en tonnes)	24
Tableau 20 : Évolution des exportations en millions de FCFA.....	24
Tableau 21 : Évolution de la production en volume (en tonnes).....	25
Tableau 22 : Évolution des ventes (en tonnes)	25
Tableau 23 : Évolution du chiffre d'affaires du ciment (en millions de FCFA)	25
Tableau 24: Évolution de la production des industries chimiques et matières plastiques (en volume)	25
Tableau 25: Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques (en millions de FCFA)	26
Tableau 26 : Évolution des achats de pétrole brut	26
Tableau 27 : Production des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)	26
Tableau 28 : Évolution des ventes en volume des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)	27
Tableau 29 : Évolution des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA)	27
Tableau 30 : Production et distribution d'eau et d'énergie électrique	28
Tableau 31 : Évolution du chiffre d'affaires de la branche « Commerce » (en millions de FCFA)	29
Tableau 32: Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers (en millions de FCFA)	30
Tableau 33 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA)	30
Tableau 34 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques (en millions de FCFA) ...	31
Tableau 35 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des autres produits (en millions de FCFA)	31
Tableau 36 : Indicateurs des activités des hôtels	31

Tableau 37 : Évolution du trafic commercial aérien	32
Tableau 38 : Évolution des indicateurs du transport ferroviaire.....	33
Tableau 39: Évolution du chiffre d'affaires du transport ferroviaire (en millions de FCFA)	33
Tableau 40: Indicateurs du transport maritime.....	34
Tableau 41: Indicateurs d'activité du transport terrestre	34
Tableau 42 : Évolution du chiffre d'affaires du transport terrestre (en millions de FCFA)	34
Tableau 43: Évolution du chiffre d'affaires des activités du transit	35
Tableau 44: Évolution du trafic des télécommunications.....	35
Tableau 45 : Chiffre d'affaires des télécommunications (en millions de FCFA).....	36
Tableau 46 : Évolution des tarifs par minute, sms et octet (en FCFA)	36
Tableau 47 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit (en millions de FCFA)	36
Tableau 48 : Évolution des indicateurs de l'activité des microfinances (en millions de FCFA).....	37
Tableau 49 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances (en millions de FCFA)..	37
Tableau 50 : Évolution du nombre d'entreprises enregistrées par branches et secteurs d'activités.....	38
Tableau 51: Répartition du nombre d'entreprises, des intentions d'investissements et d'emplois enregistrés à la CNI par secteur d'activités.....	39
Tableau 52 : Opinions des chefs d'entreprise sur les difficultés rencontrées	40
Tableau 53: Opinion sur la réglementation des changes.....	41
Tableau 54: Appréciation sur les difficultés administratives ou réglementaires	42
Tableau 55: Appréciation sur les retards dans le traitement des opérations	42
Tableau 56:Appréciation sur les retards dans le règlement des fournisseurs	42
Tableau 57: Délai moyen de règlement par virement	42
Tableau 58 : Évolution des exportations en volume (en tonne)	43
Tableau 59 : Évolution des exportations des biens en valeur (en millions de FCFA)	43
Tableau 60 : Évolution des importations en volume (en tonnes)	44
Tableau 61 : Évolution des importations en valeur (en millions de FCFA)	44
Tableau 62 : Évolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA)	45
Tableau 63 : Évolution de la situation monétaire et du crédit (à fin de période)	45
Tableau 64 : Évolution des opérations financières de l'Etat	46
Tableau A1 : Évolution de l'emploi dans le secteur formel (en nombre).....	50
Tableau A2 : Évolution de la masse salariale (en milliards de FCFA).....	51
Tableau A3 : Tendance des prix sur le marché	52

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Cours du baril de pétrole (en dollar US/baril).....	15
Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/mètre cube).....	16
Graphique 3 : Cours du cuivre et du zinc (en dollar US/tonne métrique)	16
Graphique 4 : Cours du fer (en dollar US/tonne métrique).....	16
Graphique 5 : Taux de change euro-dollar US	17
Graphique 6: Évolution des captures de la pêche maritime (en tonnes)	19
Graphique 7 : Évolution de la production d'eau potable (en 103 m3).....	27
Graphique 8 : Évolution de la production d'énergie électrique (en GWH)	27
Graphique 9 : Évolution du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA)	29
Graphique 10 : Répartition du chiffre d'affaires de la branche « Commerce »	29
Graphique 11 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA)	30
Graphique 12: Évolution du chiffre d'affaires des hôtels et restaurants (en millions de FCFA)	32
Graphique 13 : Évolution du chiffre d'affaires des affranchissements courriers (en millions de FCFA)	37
Graphique 14 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA).....	38
Graphique 15 : Évolution des précipitations (moyenne mensuelle en mm par trimestre)	41
Graphique 16 : Évolution de crédit bancaire accordé aux entreprises (en milliards de FCFA)	41
Graphique 17 : Émissions des bons et obligations du Trésor	47



Le ministère de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale, à travers la Direction générale de l'Économie (DGE), a assuré au deuxième trimestre 2025 le suivi de l'évolution de la conjoncture économique. Cela s'est fait dans un contexte marqué au niveau international par les attentes d'un raffermissement de la croissance mondiale, malgré une résilience précaire dans un environnement toujours incertain et au niveau national par les travaux préparatoires d'élaboration de la loi de finances 2026.

La note de conjoncture constitue un document de référence à portée nationale, dans la mesure où elle éclaire les décisions économiques des autorités publiques, des partenaires au développement, ainsi que des investisseurs nationaux et étrangers. Au-delà de sa vocation d'aide à la décision, elle permet également d'apprécier le niveau d'exécution de certains programmes socioéconomiques du Gouvernement, notamment le Plan national de développement (PND) 2022-2026.

La présente note, dans laquelle sont relatées les évolutions des différentes branches/sous-branches d'activités économiques au deuxième trimestre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente, analyse les tendances baissières et/ou haussières observées dans le secteur réel, notamment dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

L'économie congolaise a connu une conjoncture moins favorable au deuxième trimestre 2025 par rapport à celle du premier trimestre de la même année. Les activités du secteur primaire, notamment la pêche et l'exploitation forestière, ont accusé un repli de la production. Le secteur secondaire a vu ses activités afficher une évolution contrastée, marquée principalement par la bonne tenue de la production des industries pétrolières et meunières, d'une part, et une mauvaise orientation de la production des industries de raffinage de pétrole et cimentière. Dans le secteur tertiaire, les activités ont connu une évolution mitigée, caractérisée essentiellement d'un côté par la hausse d'activités des banques et, de l'autre par la baisse des activités commerciale et hôtelières.

Deux faits saillants ressortent de l'analyse de la conjoncture au deuxième trimestre 2025 : le premier, la baisse de la production des industries cimentières et le second, la reprise de la production des industries d'extraction pétrolière après une stagnation au premier trimestre.

La particularité de cette note réside dans le fait qu'elle aborde pour la première fois l'analyse d'opinion de la politique de réglementation de change par les responsables d'entreprises. Il ressort de cette analyse que plus d'un tiers de chefs d'entreprise ont une perception défavorable sur la manière dont cette politique est mise en œuvre.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance aux chefs d'entreprise, aux institutions financières, ainsi qu'aux directeurs généraux et centraux des administrations publiques et privées, pour leur collaboration et leur disponibilité ayant permis la collecte efficace des données par les équipes de la Direction générale de l'Économie.

J'ose croire que cette note répondra aux attentes de tous et de chacun et constituera un instrument d'aide à la décision.

**Ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration
régionale**



Ludovic NGATSE

AVANT-PROPOS



Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret n° 2019-90 du 9 avril 2019 qui détermine ses attributions et son organisation, la Direction générale de l'économie est l'organe technique qui assiste le ministre de l'Économie et des Finances en matière, entre autres, de suivi de l'activité économique. Elle informe, à travers la publication de la note de conjoncture, les utilisateurs des statistiques officielles, notamment le Gouvernement, le secteur privé et les partenaires au développement, de l'évolution de l'activité économique, dans le but de les aider dans la prise des décisions économiques et dans l'appréciation à court terme de la mise en œuvre des programmes socioéconomiques.

La présente note de conjoncture est structurée en deux parties, à savoir : (i) l'environnement international qui présente, premièrement la croissance et l'inflation au niveau mondial, régional et sous-régional, deuxièmement, l'évolution des cours de matières premières exportées par la République du Congo, troisièmement, la politique

monétaire édictée par les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement et, quatrièmement, le taux de change euro-dollar US ; (ii) l'économie nationale, qui analyse le secteur réel, les prix de certains produits agricoles, alimentaires et de transports, l'emploi, la dynamique entrepreneuriale, les échanges extérieurs, la situation monétaire, le marché financier, la réglementation des changes, les finances publiques et les relations avec l'extérieur.

Les données ayant permis d'élaborer cette note sont issues de l'enquête réalisée auprès des entreprises privées et publiques ainsi que des administrations publiques, en juillet 2025. Elles ont été consolidées par les informations issues de différentes structures productrices des statistiques officielles, notamment la Banque des États de l'Afrique centrale, la Direction générale des douanes et des droits directs, la Direction des ressources naturelles, l'Institut national de la statistique, l'Agence nationale de l'aviation civile et la Direction générale du Trésor.

C'est ici l'occasion d'exprimer notre reconnaissance à l'endroit des institutions financières et de toutes les compétences qui ont accepté de collaborer à la réalisation de ce document.

La Direction générale de l'économie reste ouverte à toutes les observations et suggestions susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité des prochaines éditions.

Directeur général de l'économie

Franck Mondésir MBOUYILA TSASSA

Au deuxième trimestre 2025, la croissance mondiale est restée globalement positive : elle a été portée par le dynamisme du secteur des services dans les économies avancées, tandis que les économies émergentes et en développement ont enregistré un repli en raison de la faiblesse de la demande extérieure.

Les tensions inflationnistes se sont accélérées dans de nombreux pays au deuxième trimestre 2025, en raison de l'augmentation des droits de douane annoncés par les États-Unis et de la hausse des prix des produits alimentaires dans de nombreuses économies.

Au deuxième trimestre 2025, les cours des matières premières suivis par les services de la Direction générale de l'économie ont enregistré une baisse, à l'exception des cours des grumes et de bois débités.

Dans l'ensemble, la conjoncture de l'économie nationale au deuxième trimestre 2025 s'est révélée contrastée, avec des performances mitigées dans les secteurs secondaire et tertiaire, et un recul marqué dans le secteur primaire.

Le repli de la production dans le secteur primaire s'explique par la diminution des activités dans les branches de la pêche et de l'exploitation forestière.

Au deuxième trimestre 2025, la conjoncture du secteur secondaire a connu une évolution contrastée. Elle a été soutenue d'une part, par la hausse de la production dans les industries extractives d'hydrocarbures et dans l'agroalimentaire, et d'autre part, par les contre-performances enregistrées dans la production et la distribution d'eau potable et d'électricité, les industries du ciment, du bâtiment et des travaux publics, ainsi que dans le raffinage du pétrole, la transformation du bois, la métallurgie, les industries brassicoles et du tabac, chimiques, mécaniques et métalliques.

Au deuxième trimestre 2025, la conjoncture du secteur tertiaire est restée mitigée, stimulée par le dynamisme des télécommunications et du secteur bancaire, mais freinée par le recul des activités dans le commerce, l'hôtellerie-restauration, les transports et les autres services.

Au deuxième trimestre 2025, les crédits octroyés par les établissements bancaires ont augmenté, portés par le dynamisme de leurs activités, lié à la participation active des banques sur le marché financier de la sous-région.

Le solde des échanges extérieurs s'est amenuisé au deuxième trimestre 2025 par rapport à la période de l'année précédente.

Entre fin juin 2024 et fin juin 2025, la situation monétaire s'est caractérisée par une augmentation des avoirs extérieurs nets, une progression du crédit intérieur ainsi qu'un accroissement de la masse monétaire.

Au deuxième trimestre 2025, les finances publiques ont enregistré une baisse des recettes, entraînant une réduction des dépenses courantes et d'investissement, tandis que les soldes primaire et global, base engagements, restent largement excédentaires.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'analyse de l'environnement international porte sur les indicateurs qui permettent d'apprécier l'évolution de l'activité économique au niveau mondial. Il s'agit de la croissance économique, de l'inflation, des cours des matières premières exportées par la République du Congo, de la politique monétaire et du taux de change euro-dollar.

1.1 Croissance mondiale

Au deuxième trimestre 2025, la croissance économique mondiale a connu une évolution globalement positive, bien que contrastée selon les groupes de pays. Dans les économies avancées, l'activité économique a été soutenue par la vigueur du secteur des services, malgré un ralentissement dans certaines régions. En revanche, les économies émergentes et en développement ont connu un repli, principalement sous l'effet de la faiblesse de la demande extérieure.

Dans les pays avancés, l'activité économique a été stimulée par le dynamisme des États-Unis, avec une croissance de 0,7% du PIB au deuxième trimestre 2025, après une contraction de 0,1% au premier trimestre 2025. Cette amélioration reflète une expansion plus marquée de l'activité dans le secteur des services en dépit d'une contraction significative des importations de biens américains de 10,3%.

Dans la zone euro, l'activité économique est demeurée en phase de croissance bien qu'elle ait enregistré un ralentissement. La croissance du PIB réel est ressortie à 0,1% au deuxième trimestre 2025 après avoir été de 0,6% au premier trimestre 2025. En France, le PIB réel a progressé, passant de 0,1% au premier trimestre 2025 à 0,3% au deuxième trimestre 2025. En Allemagne, l'activité économique s'est repliée, enregistrant une contraction de 0,3% au deuxième trimestre 2025, après une croissance de 0,3% au trimestre précédent, en raison principalement du recul des investissements et des exportations de biens.

Au Japon, le PIB réel s'est amélioré au deuxième trimestre 2025, avec une croissance de 0,3% après avoir été de 0,1% au premier trimestre 2025. Ce raffermissement s'explique principalement par la hausse des exportations de biens et services.

Au Royaume-Uni, le PIB réel a ralenti, passant de 0,7% au premier trimestre 2025 à 0,3% au deuxième trimestre 2025, en raison de la contraction des investissements.

Au Canada, la croissance du PIB réel a stagné, revenant de 0,5% au premier trimestre 2025 à 0,0% au deuxième trimestre 2025.

En perspective, la croissance mondiale devrait fléchir sous l'effet des incertitudes liées à un environnement conjoncturel instable et à l'édiction de nouvelles barrières commerciales par plusieurs pays. En effet, le PIB réel devrait ralentir de 0,3 point de pourcentage, pour se fixer à 3,0% en 2025.

Dans les pays avancés, la croissance économique devrait décélérer de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 1,5% en 2025. Les incertitudes liées à un environnement conjoncturel instable et à l'instauration de nouvelles barrières commerciales par plusieurs pays devraient peser sur l'investissement, provoquer des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et freiner les embauches. Aux États-Unis, le PIB réel devrait atteindre 1,9% en 2025, contre 2,8% en 2024.

Dans la zone euro, la croissance devrait s'accélérer de 0,1 point de pourcentage, pour se fixer à 1,0% en 2025, après avoir été de 0,9% une année plus tôt, en rapport avec la hausse marquée des exportations de produits pharmaceutiques irlandais vers les États-Unis, liée à des achats d'anticipation et à l'ouverture de nouveaux sites de production. En France, le PIB réel devrait ralentir de 0,5 point de pourcentage, pour s'établir à 0,6% en 2025, contre 1,1% en 2024, en rapport avec la baisse de la demande intérieure et des exportations. En Allemagne, l'activité économique devrait connaître une légère reprise en 2025, avec une croissance du PIB de 0,1%, après avoir enregistré une contraction de 0,2% en 2024. Cette amélioration serait en lien avec, notamment, le redressement modéré de la consommation et des investissements, malgré un environnement extérieur encore incertain et des perturbations persistantes dans les chaînes d'approvisionnement.

Au Japon, la croissance du PIB réel devrait se renforcer, s'établissant à 0,7% en 2025, après 0,2% en 2024.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB réel devrait légèrement s'accélérer, pour atteindre 1,2% en 2025, contre 1,1% l'année précédente.

Au Canada, la croissance du PIB réel devrait se maintenir à 1,6% en 2025.

Tableau 1: Croissance mondiale (en %)

	T1-25	T2-25	2024	2025
Monde	-	-	3,3	3,0
Pays avancés	-	-	1,8	1,5
États-Unis	-0,1	0,7	2,8	1,9
Zone euro	0,6	0,1	0,9	1,0
Allemagne	0,3	-0,3	-0,2	0,1
France	0,1	0,3	1,1	0,6
Japon	0,1	0,3	0,2	0,7
Royaume-Uni	0,7	0,3	1,1	1,2
Canada	0,5	0,0	1,6	1,6
Pays émergents et pays en développement	-	-	4,3	4,1
Chine	1,2	1,1	5,0	4,8
Inde	2,0	-	6,5	6,4
Brésil	1,4	-	3,4	2,3
Afrique subsaharienne	-	-	4,0	4,0
Nigéria	-	-	3,4	3,4
Afrique du Sud	0,1	-	0,5	1,0
CEMAC	-	-	2,9	2,4

Source : OCDE/FMI/BEAC

Dans les pays émergents et en développement, en particulier en Chine, la croissance du PIB réel a ralenti au deuxième trimestre 2025, s'établissant à 1,1% après avoir été de 1,2% au premier trimestre 2025. Ce ralentissement s'explique principalement par la faiblesse de la demande extérieure, les perturbations persistantes dans les chaînes d'approvisionnement et un environnement économique mondial incertain.

En perspective, la croissance du PIB réel dans les pays émergents et en développement devrait ralentir de 0,2 point de pourcentage, pour s'établir à 4,1%. Ce fléchissement serait attribuable aux incertitudes politiques et géopolitiques qui affectent la confiance des investisseurs, au maintien des prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires pesant sur la consommation et la production, aux tensions commerciales perturbant les échanges internationaux, ainsi qu'aux effets conjugués du changement climatique et du ralentissement de la croissance mondiale.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait se maintenir à 4,0% en 2025, sous l'effet conjugué des conditions économiques extérieures défavorables, du maintien de coûts des intrants élevés, d'un climat économique incertain et de facteurs internes propres à certains pays. Dans la même dynamique, la croissance au Nigéria devrait rester stable à 3,4% en 2025. En Afrique du Sud, en

revanche, elle s'élèverait à 1,0% en 2025, contre 0,5% en 2024.

Dans la zone CEMAC, la croissance du PIB réel devrait ralentir, pour s'établir à 2,4 % en 2025, contre 2,9 % en 2024.

I.2 Inflation

Comparativement au premier trimestre 2025, les tensions inflationnistes se sont accélérées dans de nombreux pays au deuxième trimestre 2025, en raison de l'augmentation des droits de douane annoncés par les États-Unis et de la hausse des prix des produits alimentaires dans de nombreuses économies.

Dans les pays avancés, les tensions inflationnistes se sont accélérées au deuxième trimestre 2025, comparativement au premier trimestre 2025. Aux États-Unis, le taux d'inflation a légèrement décéléré, s'établissant à 0,9% au deuxième trimestre 2025 après avoir été de 1,0% au premier trimestre 2025.

Dans la zone euro, le taux d'inflation est passé de 0,3% au premier trimestre 2025 à 1,2% au deuxième trimestre 2025. En Allemagne, le taux d'inflation s'est établi à 0,8% au deuxième trimestre 2025, alors qu'il était de 0,5% au premier trimestre 2025. En France, l'inflation est ressortie à 0,7%, après avoir été de 0,3% au premier trimestre 2025. Au Royaume-Uni, elle s'est accélérée, passant de 0,7% au premier trimestre 2025 à 1,8% au deuxième trimestre 2025.

En perspective, l'inflation mondiale devrait poursuivre sa décrue à un rythme légèrement plus lent que prévu. Dans les pays avancés, l'inflation décélérerait pour se fixer à 2,1% en 2025, contre 2,6% en 2024. Aux États-Unis, elle s'établirait à 1,9% en 2025, contre 3,0% en 2024. Dans la zone euro, l'inflation devrait ralentir pour se fixer à 2,0% en 2025, après avoir été de 2,4% en 2024. Au Japon, elle fléchirait, passant de 2,2% en 2024 à 2,0% en 2025. Au Royaume-Uni, l'inflation décélérerait à 2,1%, contre 2,6% en 2024. Au Canada, elle se fixerait à 1,9% en 2025, contre 2,4% en 2024.

Tableau 2 : Inflation (en %)

	T1-25	T2-25	2024	2025
Pays avancés	-	-	2,6	2,1
États-Unis	1,0	0,9	3,0	1,9
Zone euro	0,3	1,2	2,4	2,0
Allemagne	0,5	0,8	2,4	2,0
France	0,3	0,7	2,3	1,6
Japon	-	-	2,2	2,0
Royaume-Uni	0,7	1,8	2,6	2,1
Canada	0,6	-	2,4	1,9
Pays émergents et pays en développement	-	-	7,8	5,6
Chine	0,2	-0,3	0,4	1,7
Inde	-0,9	0,8	4,4	4,1
Brésil	1,7	1,5	4,3	3,6
Afrique subsaharienne	-	-	18,3	13,3
Nigéria	-	-	33,2	26,5
Afrique du Sud	-	-	4,4	3,8
CEMAC	-	-	3,9	3,2

Source : OCDE/FMI/BEAC

Dans les pays émergents et les pays en développement, les tensions inflationnistes ont décéléré dans l'ensemble. En Chine, l'inflation est ressortie à -0,3% au deuxième trimestre 2025, après avoir été de 0,2% au premier trimestre 2025. En Inde, le taux d'inflation s'est fixé à 0,8% au deuxième trimestre 2025, après avoir affiché un taux de -0,9% au premier trimestre 2025. Au Brésil, le taux d'inflation s'est établi à 1,5% au deuxième trimestre 2025, après avoir été de 1,7% au premier trimestre 2025.

En perspective, l'inflation ralentirait dans les pays émergents et pays en développement pour se fixer à 5,6% en 2025, contre 7,8% en 2024. En Chine, elle s'accélérerait pour s'établir à 1,7% en 2025, contre un taux de 0,4% en 2024. En Inde, l'inflation fléchirait pour ressortir à 4,1% en 2025, contre 4,4% en 2024.

En Afrique subsaharienne, l'inflation décélèrerait, revenant de 18,3% en 2024 à 13,3% en 2025, en raison du durcissement des politiques monétaires et de la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Au Nigéria, elle devrait se fixer à 26,5% en 2025, contre 33,2% en 2024. En Afrique du Sud, l'inflation fléchirait pour s'établir à 3,8% en 2025, après un taux de 4,4% en 2024.

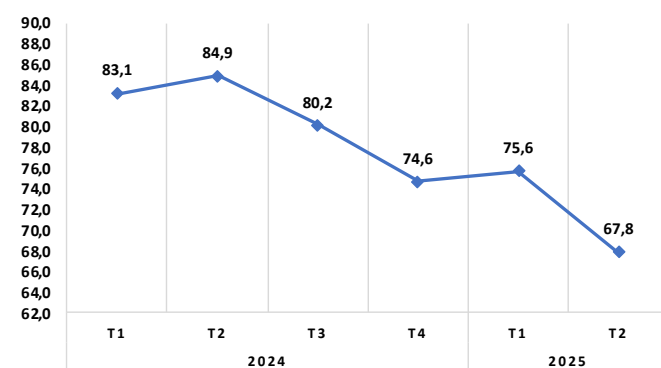
Dans la zone CEMAC, l'inflation se situerait au-dessus du seuil communautaire (3%), pour se fixer à 3,2% en 2025, après avoir été de 3,9% en 2024.

1.3 Cours des matières premières

Au deuxième trimestre 2025, les cours des matières premières suivis par les services de la Direction générale de l'économie ont enregistré une baisse, à l'exception des cours des grumes et de bois débités.

Le cours international du pétrole a régressé de 20,1% pour se fixer à 67,8 dollars US le baril au deuxième trimestre 2025, contre 84,9 dollars US le baril au deuxième trimestre 2024. Cette baisse s'explique par les craintes d'une escalade des tensions commerciales ayant coïncidé avec une augmentation plus importante que prévu de la production de l'OPEP+.

Graphique 1: Cours du baril de pétrole (en dollar US/baril)

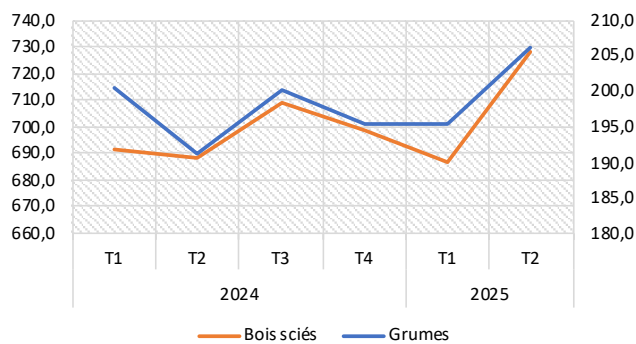


Source : Banque mondiale

En 2025, le prix international du pétrole régresserait de 20,7%, passant de 80,7 dollars US le baril en 2024 à 64,0 dollars US le baril en 2025, en raison des inquiétudes croissantes concernant l'affaiblissement de la demande et la hausse de l'offre.

Les cours des bois (grumes et débités) ont connu une hausse au deuxième trimestre 2025. Le prix des grumes s'est fixé à 206,1 dollars US le mètre cube au deuxième trimestre 2025, après avoir été de 191,1 dollars US le mètre cube à la même période de l'année précédente. Soit une augmentation de 7,9% en glissement annuel. Dans le même temps, le cours des bois débités s'est hissé à 727,9 dollars US le mètre cube, contre 688,0 dollars US le mètre cube, en progression de 5,8% en glissement annuel. Cette évolution des cours des bois s'explique par la hausse des commandes à l'export.

Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/mètre cube)

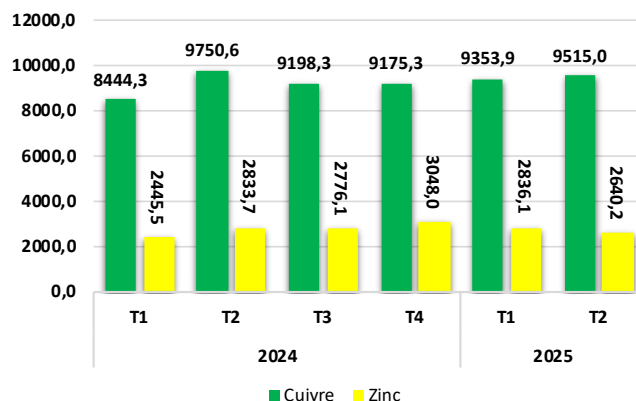


Source : Banque mondiale

Cependant, sur l'ensemble de l'année 2025, les cours des bois auraient une tendance mitigée. Les grumes verraient leurs cours s'afficher à 200 dollars US le mètre cube, contre 197 dollars US le mètre cube en 2024, soit une hausse de 1,5%. Par contre, le cours moyen de bois débités devrait reculer de 1,0%, pour se fixer à 690 dollars US le mètre cube en 2025, contre 697 dollars US le mètre cube en 2024.

Les cours du cuivre et du zinc se sont contractés au deuxième trimestre 2025, en rapport avec l'escalade des tensions commerciales et les nouveaux droits de douane qui ont fortement freiné la demande. En effet, les cours du cuivre et du zinc ont baissé respectivement de 2,4% et 6,8% en glissement annuel pour se fixer à 9 515,0 dollars US et à 2 640,2 dollars US la tonne métrique au deuxième trimestre 2025, après avoir été de 9 750,6 dollars US et de 2 833,7 dollars US la tonne métrique au même trimestre de l'année précédente.

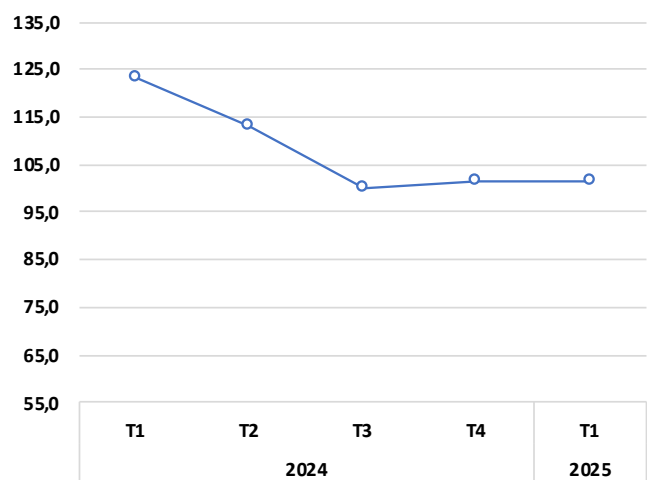
Graphique 3 : Cours du cuivre et du zinc (en dollar US/tonne métrique)



Source : Banque mondiale

Le cours du fer s'est établi à 95,5 dollars US la tonne métrique au deuxième trimestre 2025, contre 113,0 dollars US la tonne métrique au deuxième trimestre 2024, soit une régression de 15,5%.

Graphique 4 : Cours du fer (en dollar US/tonne métrique)



Source : Banque mondiale

En 2025, les cours du cuivre, du zinc et du fer afficheraient une tendance baissière comparative-ment à 2024, du fait du ralentissement de la croissance mondiale.

En effet, le cours du cuivre devrait reculer de 10,3% pour se fixer à 8 200,0 dollars US la tonne métrique en 2025, contre 9 142,0 dollars US la tonne métrique en 2024. Celui du zinc devrait se contracter de 9,9% en 2025, passant de 2 776,0 dollars US la tonne métrique en 2024 à 2 500,0 dollars US la tonne métrique en 2025. Le cours du fer devrait baisser de 13,2%, s'établissant à 95,0 dollars US la tonne métrique en 2025, contre 109,4 dollars US la tonne métrique en 2024.

I.4 Politique monétaire

Au deuxième trimestre 2025, la plupart des banques centrales, tant dans les économies avancées que dans les économies émergentes, ont poursuivi une politique monétaire expansionniste, en raison de la diminution continue des pressions inflationnistes et de l'accroissement de l'incertitude économique.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale (FED) a décidé, lors de sa réunion du 18 juin 2025, de maintenir ses taux directeurs dans la fourchette de 4,25% à 4,50% pour la quatrième réunion consécutive, afin d'évaluer pleinement les effets économiques des politiques du Président Trump, notamment en matière de tarifs douaniers, d'immigration et de fiscalité.

Dans la zone euro, le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé, lors de sa réunion du 5 juin 2025, de réduire de 25 points de base ses trois taux d'intérêt directeurs. En conséquence, les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinan-

ment et de la facilité de prêt marginal sont ramenés respectivement à 2,00%, 2,15 % et 2,40%.

Au Canada, le Conseil de la Banque du Canada (BdC), lors de sa réunion du 16 avril 2025, a décidé de maintenir son principal taux directeur, le taux cible du financement à un jour, à 2,75%, le taux officiel d'escompte reste à 3,00%, et le taux de rémunération des dépôts à 2,70%

Au Japon, lors de la réunion de son Comité de politique monétaire tenue les 30 avril et le 01 mai 2025, la Banque du Japon (BoJ) a décidé de maintenir son taux au jour le jour sur le marché interbancaire à 0,50%, malgré une inflation persistante.

Au Royaume-Uni, le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE) a décidé, lors de sa réunion du 19 juin 2025, de maintenir inchangé son taux directeur à 4,25%, conformément aux attentes du marché.

Dans les pays émergents et en développement, les autorités monétaires ont adopté des réponses variées face aux défis économiques mondiaux, combinant des mesures visant à stimuler la croissance et à contenir l'inflation.

En Chine, le 20 mai 2025, le Comité de Politique Monétaire a modifié ses deux taux d'intérêt phares. Ainsi, le Loan Prime Rate (LPR) à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, est revenu de 3,1% à 3%. Quant au LPR à cinq ans, la référence pour les prêts hypothécaires, il a été abaissé de 3,6 % à 3,5%.

En Inde, le comité de politique monétaire de la Reserve Bank of India (RBI) lors de sa réunion du 6 juin, a décidé de réduire le taux de refinancement (repo rate) de 50 points de base, le portant à 5,50%. Cette décision, plus importante que prévu, visait à soutenir la consommation et l'investissement en réduisant les coûts d'emprunt.

Au Brésil, le Comité de politique monétaire (Copom) a décidé d'augmenter le taux directeur Selic de 0,25 point de pourcentage, le portant à 15,00% par an.

En Russie, la Banque centrale, lors de sa réunion du 6 juin 2025 a décidé de réduire son taux directeur de 21% à 20%, Cette mesure a été motivée par un recul des pressions inflationnistes ainsi que par un ralentissement de l'activité économique nationale.

En Afrique subsaharienne, la majorité des banques centrales ont conservé le statu quo dans leurs politiques monétaires.

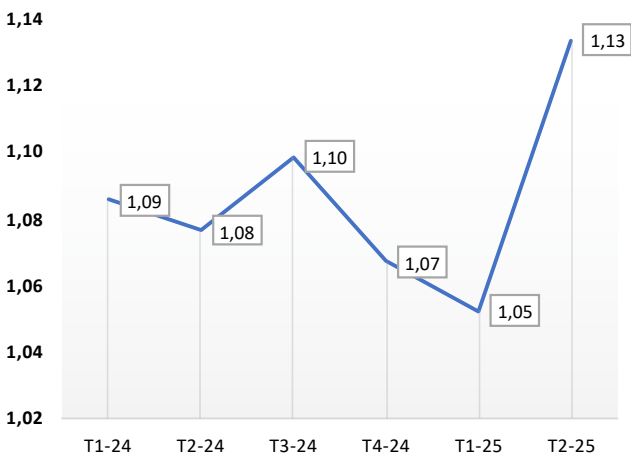
Au Nigéria, la *Central Bank of Nigeria* (CBN), à l'issue de la réunion des 19 et 20 mai 2025, a décidé de laisser inchangée sa politique monétaire. Le CPM a ainsi maintenu : i) le taux directeur à 27,50%, ii) le corridor asymétrique à + 500/- 100 points de base autour du taux directeur (*Monetary Policy Rate*), iii) le coefficient des réserves obligatoires (*Cash Reserve Requirement ou CRR*) à 50,0%, et iv) le ratio de liquidité à 30,0%.

En Afrique du Sud, la *South African Reserve Bank* (SARB) a annoncé, dans son communiqué du 29 mai 2025, sa décision de baisser de 25 points de base son taux directeur à 7,25%.

1.5 Taux de change euro-dollar

Au deuxième trimestre 2025, le taux de change euro-dollar s'est apprécié de 5,3% sur un an, passant de 1,08 au deuxième trimestre 2024 à 1,13. En variation trimestrielle, cette appréciation est de 7,7%.

Graphique 5 : Taux de change euro-dollar US



Source : BCE

II. ÉCONOMIE NATIONALE

Dans cette partie traitant de l'économie nationale, l'analyse porte essentiellement sur le secteur productif, les tendances des marchés des prix de première nécessité et de transport, le commerce extérieur, la situation monétaire et le marché financier. L'évolution de la conjoncture est appréciée en glissement annuel, en comparant les réalisations du deuxième trimestre 2025 à celles du deuxième trimestre 2024.

II.1 Secteur réel

Au deuxième trimestre 2025, l'évolution de la conjoncture dans le secteur réel a été mitigée dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

II.1.1 Secteur primaire

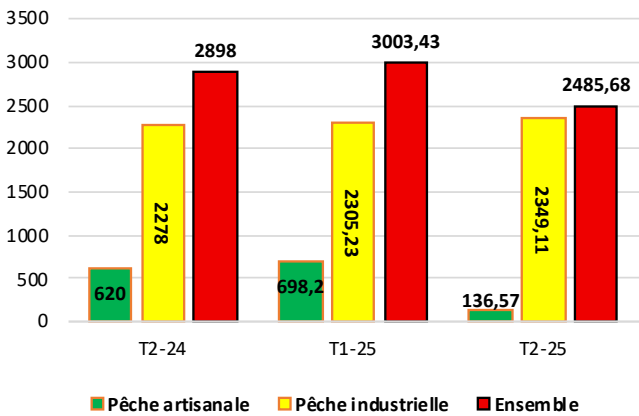
L'évolution de la conjoncture dans le secteur primaire a été défavorable, marquée par la régression de la production des branches exploitation forestière et pêche.

II.1.1.1 Pêche

La production de la pêche maritime a baissé...
 Au deuxième trimestre 2025, la production de la pêche maritime a enregistré une baisse de 14,2% en glissement annuel. En effet, la production s'est établie à 2 485,7 tonnes après avoir été de 2 898,0 tonnes au deuxième trimestre de l'année précédente, en raison principalement de la raréfaction des ressources halieutiques, des difficultés d'approvisionnement en gasoil ainsi que des effets du changement climatique.

L'analyse par type de pêche fait ressortir des évolutions contrastées. La pêche artisanale a fortement reculé, avec une baisse de 78,0% en glissement annuel et de 80,4% par rapport au trimestre précédent. À l'inverse, la pêche industrielle a affiché une légère progression de 3,1% sur un an et de 1,9% en variation trimestrielle, en dépit des contraintes mentionnées ci-dessus.

Graphique 6: Évolution des captures de la pêche maritime (en tonnes)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.1.2 Exploitation forestière

Recul de la production de bois en grumes...
 Au deuxième trimestre 2025, la production des bois en grumes a accusé une baisse de 45,3% en glissement annuel. Ce repli est imputable aux contre-performances des entreprises de la zone nord qui ont enregistré une baisse de 47,3%, due à la rareté du carburant sur le marché local et aux difficultés d'évacuation des produits suite à la dégradation des routes.

Tableau 3 : Évolution de la production et des exportations des bois en grumes selon les zones

	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Zone sud	102 650	104 691	2,0
Zone nord	457 041	240 815	-47,3
Ensemble	559 691	345 506	-45,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet2025)

Baisse des exportations de bois en grumes...
 Les exportations des bois en grumes au deuxième trimestre 2025 comparées au deuxième trimestre 2024 ont enregistré une baisse de 66,1% en volume et de 66,9% en valeur, en lien avec le ralentissement de la demande suite à la hausse des prix de grumes sur le marché international.

Tableau 4: Évolution des exportations des bois en grumes

Indicateurs	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Exportations en m³	168 946	57 244	-66,1
Exportations en 10 ⁶ FCFA	19 156	7 302	-66,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet2025)

II.1.2 Secteur secondaire

Au deuxième trimestre 2025, la conjoncture du secteur secondaire a affiché une évolution contrastée. Elle a été tirée, d'une part, par l'augmentation de la production dans les industries extractives d'hydrocarbures et alimentaires, mais repliée, d'autre part, par le recul de la production et la distribution d'eau potable et d'électricité, les industries du ciment, du bâtiment et des travaux publics, ainsi que dans le raffinage du pétrole, la transformation du bois, la métallurgie, les industries brassicoles et de tabacs, chimiques, mécaniques et métalliques.

II.1.2.1 Extraction des hydrocarbures

1. Production pétrolière

Hausse de la production pétrolière... Au deuxième trimestre 2025, la production pétrolière en volume s'est élevée à 24,6 millions de barils contre 23,3 millions de barils une année plus tôt, soit une hausse de 5,8% en glissement annuel. Cet accroissement s'explique notamment par la stratégie de relance du secteur pétrolier, axée sur l'augmentation de la production et de l'attraction d'investissements.

Tableau 5 : Production pétrolière (en millions de barils)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Huiles brutes de pétrole	23,3	24,6	5,6
Djeno mélange	19,0	19,7	3,7
Nkossa blend	3,3	4,0	19,8
Yombo	0,9	0,9	-5,4
GPL	0,0	0,1	
Butane	0,0	0,0	
Propane	0,0	0,0	
Ensemble	23,3	24,6	5,8

Source : DGRN et DGH

Les exportations de pétrole en volume ont enregistré une progression de 4,7%, passant de 23,3 millions de barils au deuxième trimestre 2024 à 24,6 millions de barils au deuxième trimestre 2025. Cette évolution est principalement tirée par l'augmentation des exportations des huiles brutes Djeno mélange (5,6%) et Yombo (2,1%).

Tableau 6 : Évolution des exportations de pétrole (en millions de barils)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Huiles brutes de pétrole	21,1	22,1	4,7
Djeno mélange	17,3	18,3	5,6
Nkossa blend	2,8	2,8	-0,3
Yombo	1,0	1,0	2,1
GPL			
Butane	0,0	0,0	
Propane		0,3	
Ensemble	21,1	22,1	4,7

Source : DGRN et DGH

Au deuxième trimestre 2025, les exportations de pétrole en valeur ont baissé de 23,8% pour s'établir à 846,0 milliards de FCFA, contre 1 109,5 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024. Cette régression est imputable à la baisse des cours du baril du pétrole.

Tableau 7 : Évolution des exportations de pétrole en valeur (en milliards de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en%)
Huiles brutes de pétrole	1109,5	841,2	-24,2
Djeno mélange	908,4	697,8	-23,2
Nkossa blend	146,8	104,5	-28,8
Yombo	54,4	38,8	-28,6
GPL	0,0	4,8	0,0
Butane		1,0	-23,8
Propane		4,8	0,0
Ensemble	1 109,5	846,0	-23,8

Source : DGRN et DGH

2. Production de gaz naturel liquéfié

Hausse de la production et des exportations de gaz naturel liquéfié ... Au deuxième trimestre 2025, la production de GNL a augmenté de 182,2% pour atteindre 1 564,0 milliers de tonnes, contre 554,3 milliers de tonnes une année auparavant. Cette production a été intégralement exportée.

Les exportations en valeur ont progressé de 217,1%, passant de 14,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 44,9 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2025. Cet accroissement s'explique par l'augmentation du prix par tonne en milliers de FCFA.

Tableau 8 : Évolution de la production et des exportations de GNL

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Production (milliers tonnes)	554,3	1 564,0	182,2
Exportations (milliers tonnes)	554,3	1 564,0	182,2
Exportations (en milliards FCFA)	14,2	44,9	217,1
Prix /tonne (en milliers FCFA)	25,54	28,70	12,4

Source : DGRN et DGH

II.1.2.2 Industries de transformation de bois

1. Production

Contraction de la production dans les industries de transformation de bois... Au deuxième trimestre 2025, la production des industries de transformation de bois a accusé une contraction de 33,0% en glissement annuel. Ce repli est imputable à un effondrement de la production de contreplaqués (-70,3%), une baisse substantielle des placages déroulés (-35,6%), ainsi qu'à une diminution marquée des sciages (-30,8%), particulièrement prononcée dans la zone nord (-31,1%) où se concentre l'essentiel des capacités industrielles.

Cette tendance baissière résulte de la convergence de plusieurs contraintes majeures. D'une part, la rareté persistante du carburant a limité l'approvisionnement énergétique des unités de transformation, induisant des arrêts ou ralentissements de production. D'autre part, la dégradation des infrastructures routières, aggravée par une pluviométrie excessive, a entravé l'acheminement des grumes vers les sites industriels, générant des ruptures d'approvisionnement.

Tableau 9 : Évolution de la production de bois transformés (en mètres cubes)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Sciages	110 146	76 265	-30,8
Zone sud	2 506	2 126	-15,1
Zone nord	107 640	74 139	-31,1
Placages déroulés	7 190	4 631	-35,6
Contreplaqués	5 459	1 620	-70,3
Ensemble			-33

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet2025)

2. Exportations en volume

Repli des exportations en volume de bois transformés... Au deuxième trimestre 2025, les quantités de bois ont enregistré une contraction de 22,2% en glissement annuel, tirée par l'effondrement des exportations de bois sciés (-21,%) et de placages déroulés (-32,4%), du fait des problèmes logistiques et industriels.

Tableau 10 : Évolution des exportations en volume (en mètres cubes)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Bois sciés	71 819	56 124	-21,9
Placages déroulés	3 537	2 392	-32,4
Ensemble			-22,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet2025)

3. Exportations en valeur

Baisse des exportations de bois transformés en valeur... Au cours du deuxième trimestre 2025, le montant des exportations de bois transformé a enregistré une contraction de 22,6% en glissement annuel, résultant directement du repli des quantités exportées.

La valeur des exportations de bois scié a diminué de 22,3%, conséquence directe du ralentissement de la demande extérieure. Le segment des placages déroulés subit un repli encore plus prononcé (-32,3%), soulignant la fragilité structurelle de cette filière, déjà confrontée à des contraintes de production et à une demande internationale limitée.

Tableau 11 : Évolution des exportations en millions de FCFA

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Bois sciés	26 294	20 438	-22,3
Placages déroulés	1 012	685	-32,3
Ensemble	26 917	20 723	-22,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet2025)

II.1.2.3 Industries de boissons et tabacs

1. Production

La production effective des industries de boissons et de tabacs a reculé... La production des industries de boissons et de tabacs a baissé de 12,1% au deuxième trimestre 2025 par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente, conséquence de la chute de la production des boissons non alcoolisées (-42,3%) et de celle des boissons alcoolisées (-18,6%). En revanche, la production des produits laitiers a cru de 12,6%. Les difficultés techniques persistantes au niveau des lignes de production, ainsi que l'instabilité dans la fourniture de l'électricité, ont perturbé la production dans les industries de boissons.

En ce qui concerne les produits à base de tabacs, ceux-ci ont enregistré une progression de leur production (+69,9%) au deuxième trimestre 2025 par rapport au deuxième trimestre 2024.

Tableau 12 : Évolution de la production des industries de boissons et de tabacs (en volume)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Boissons et produits laitiers			-26,7
Boissons non alcoolisées (10³ hl)			-42,3
Eau minérale	712,7	797,2	11,8
Autres boissons non alcoolisées	15,2	2,1	-86,4
Boissons alcoolisées (10³ hl)			-18,6
Bières	531,2	440,1	-17,1
Autres boissons alcoolisées	31,6	16,7	-47,2
Produits laitiers (10³ litres)			12,6
Yaourt	239,9	270,2	12,6
Produits à base de tabac (10⁶ paquets)			69,9
Cigarettes	7,3	12,4	69,9
Ensemble			-12,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

2. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs... Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires d'ensemble des industries des boissons et tabacs a reculé de 19,4%, s'établissant à 20 293 millions de FCFA, après avoir été de 25 186 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024. Cette baisse est portée notamment par la contraction de toutes les composantes de la sous-branche. Ainsi, le chiffre d'affaires des boissons et produits laitiers a baissé de 24,6%, revenant à 14 340 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025, après avoir été de 19 027 millions de FCFA un an plus tôt. Au cours de la période sous-revue, le chiffre d'affaires des boissons non alcoolisées a régressé de 24,8%, celui des boissons alcoolisées de 10,9%, et des produits laitiers de 14,9%.

En ce qui concerne les produits à base de tabac, la dynamique observée dans la production n'a pas eu d'impact positif sur le chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2025. En effet, ces produits ont vu leur chiffre d'affaires baisser de 3,3%, s'affichant à 5 953 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025, alors qu'il avait atteint 6 159 millions de FCFA à la même période de l'année précédente.

Tableau 13 : Évolution du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs (en millions de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Boissons et produits laitiers	19 027	14 340	-24,6
Boissons non alcoolisées	18 679	14 044	-24,8
Eau minérale	8 676	5 758	-33,6
Autres boissons non alcoolisées	10 003	8 286	-17,2
Boissons alcoolisées	27 374	24 398	-10,9
Bières	26 340	23 374	-11,3
Autres boissons alcoolisées	1 034	1 024	-1,0
Produits laitiers	348	296	-14,9
Yaourt	348	296,0	-14,9
Produits à base de tabac	6 159	5 953	-3,3
Cigarettes	6 159	5953	-3,3
Ensemble	25 186	20 293	-19,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.2.4 Industries alimentaires

1. Production

La production des industries alimentaires a augmenté... Sur un an, entre le deuxième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2025, la production globale des industries alimentaires a augmenté de 8,0%, en raison de la hausse de la production des produits de minoterie (7,2%) et des autres produits alimentaires (3,8%).

La hausse de la production des produits de minoterie s'explique, entre autres, par la stabilité des prix du blé au niveau international et par la bonne gestion des problèmes liés aux pénuries de carburants. L'évolution de la production des produits à base de farine de blé est en lien avec la bonne tenue des activités observées dans les industries meunières.

S'agissant de la production sucrière, elle a connu, au deuxième trimestre 2025, une baisse de 0,1% en glissement annuel du fait d'une pluviométrie défavorable durant les mois de mai et juin.

Tableau 14 : Évolution de la production des autres industries alimentaires (en tonnes)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en%)
Produits des minoteries			7,2
Farine de blé	62 307	66 790	7,2
Son de blé	17 828	19 067	7,0
Produits à base de farine de blé			9,0
Pains	60 735	66 199	9,0
Produits de pâtisserie	2 221	2 421	9,0
Beignets	11 962	13 025	8,9
Sucre de canne	9 031	9 024	-0,1
Sucre raffiné	3 297	3 197	-3,0
Sucre blond	5 734	5 827	1,6
Autres produits alimentaires			3,8
Produits de provenderie	3 125,0	3 243,0	3,8
Ensemble			8,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

2. Chiffre d'affaires
Progression du chiffre d'affaires des industries alimentaires... Parallèlement à l'évolution de la production, le chiffre d'affaires global des industries alimentaires est ressorti en hausse de 6,9% en glissement annuel, passant de 86 168 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 92 081 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025. Le chiffre d'affaires de chaque composante de la sous-branche a enregistré une hausse : produits de minoterie (+4,3%) ; produits à base de farine de blé (+7,8%) ; sucre de canne (+5,6%) ; autres produits alimentaires (+2,1%).

Tableau 15 : Évolution du chiffre d'affaires des industries alimentaires (en millions de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Produits des minoteries	22 257	23 212	4,3
Farine de blé	18 811	20 121	7,0
Son de blé	3 446	3 092	-10,3
Produits à base de farine de blé	62 901	67 838	7,8
Pains	48 071	51 913	8,0
Produits de pâtisserie	4 611	4 955	7,5
Beignets	10 219	10 970	7,3
Sucre de canne	9 203	9 721	5,6
Sucre raffiné	3 350	3 911	16,7
Sucre blond	5 853	5 810	-0,7
Autres produits alimentaires	1 010,0	1 031,0	2,1
Produits de provenderie	1 010,0	1 031,0	2,1
Ensemble	86 168	92 081	6,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.2.5 Industries métalliques et mécaniques

1. Production
Evolution mitigée de la production des industries métalliques et mécaniques... Entre le deuxième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2025, la production des industries mécaniques et métalliques par groupe de produits révèle des évolutions contrastées. En effet, la production des travaux gros œuvre s'est accrue de 6,0% au cours de la période sous revue, tandis que celle des tôles en aluminium et des cartouches de chasse s'est repliée respectivement de 33,0% et 30,9%.

Tableau 16: Évolution de la production en volume

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Tôles en aluminium (tonnes)	188,0	126,0	-33,0
Cartouches de chasse (milliers paquets)	207,0	143,0	-30,9
Travaux gros œuvre (milliers heures trav)	681,0	721,9	6,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

2. Chiffre d'affaires

Hausse du chiffre d'affaires des industries mécaniques et métalliques... Le chiffre d'affaires global des industries mécaniques et métalliques a progressé de 11,2%, passant de 15 509 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 17 253 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025. Tous les produits ont connu une augmentation de leur chiffre d'affaires : tôles d'aluminium (+25,2%), cartouches de chasse (+10,0%) et travaux divers de fabrication métallique et mécanique (+10,9%). Cette évolution s'explique notamment par la conquête de nouveaux marchés.

Tableau 17 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécaniques et métalliques (en millions de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Tôles alu	520	637	22,5
Cartouches de chasse	729	802	10,0
Travaux divers de fab. métal et mécanique	14 260	15 814	10,9
Ensemble	15 509	17 253	11,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.2.6 Industries métallurgiques

Les industries métallurgiques regroupent les unités spécialisées dans la transformation primaire des métaux, qu'ils proviennent de minerais extraits du sous-sol ou de métaux recyclés, afin de produire des produits semi-finis tels que des tuyaux en acier, en aluminium ou en cuivre.

1. Production

Recul de la production des industries métallurgiques... Au deuxième trimestre 2025, la production métallurgique a reculé de 8,2% en glissement annuel, en raison de la baisse de la production de cathodes de cuivre (-12,7%) et de lingots de zinc (-0,7%).

En effet, la production des cathodes de cuivre est revenue de 1 603 tonnes au deuxième trimestre 2024 à 1 399 tonnes au deuxième trimestre 2025 et celle des lingots de zinc est ressortie à 3 128 tonnes après avoir été de 3 149 tonnes au deuxième trimestre 2024. Cette régression est en lien, avec les difficultés d'approvisionnement en intrant essentiel dans le processus de production.

Tableau 18 : Production des industries métallurgiques (en tonnes)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Cathodes de cuivre	1 603	1 399	-12,7
Lingots de cuivre	3 149	3 128	-0,7
Ensemble			-8,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

2. Ventes en volume

Contraction des ventes en volume des industries métallurgiques... Les exportations en volume de cathodes de cuivre ont chuté de 50,6% au deuxième trimestre 2025, comparativement à la même période de 2024, sous l'effet d'une demande extérieure en baisse, entraînant en conséquence un ralentissement économique dans le sous-secteur.

Tableau 19 : Ventes des industries métallurgiques (en tonnes)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Cathodes de cuivre	2 160	1 068	-50,6
Ensemble	2 160	1 068	-50,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

3. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires des industries métallurgiques ... Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires des industries métallurgiques a enregistré une baisse de 55,7% en glissement annuel.

Tableau 20 : Évolution des exportations en millions de FCFA

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Cathodes de cuivre	12 023	5 326	-55,7
Ensemble	12 023	5 326	-55,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.2.7 Industries des minéraux non métalliques

1. Production

Baisse de la production des industries des minéraux non métalliques... Au deuxième trimestre 2025, la production des industries des minéraux non métalliques a reculé de 27,0% en glissement annuel. Ce repli s'explique, d'une part, par la contraction de la demande extérieure et, d'autre part, par les arrêts répétés de la production liés aux opérations de maintenance des équipements.

Tableau 21 : Évolution de la production en volume (en tonnes)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Ciment hydraulique	225 386	260 915	15,8
Ciment hydraulique 32.5	96 366	124 190	28,9
Autres ciments hydrauliques	129 021	136 725	6,0
Clinker	173 689	-	-
Ensemble			-27,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

2. Ventes en volume

Recul des ventes des industries des minéraux non métalliques... Au deuxième trimestre 2025, les ventes en volume des industries des minéraux non métalliques ont suivi la même tendance que la production. En glissement annuel, elles ont enregistré une baisse globale de 46,1%, principalement attribuable à une baisse de la demande extérieure.

Tableau 22 : Évolution des ventes (en tonnes)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Ciment hydraulique	382 062	260 370	-31,9
Ciment hydraulique 32.5	186 558	119 841	-35,8
Autres ciments hydrauliques	195 504	140 529	-28,1
Clinker	57 285	-	-
Ensemble			-46,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

3. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires des industries des minéraux non métalliques... Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires global des industries des minéraux non métalliques s'est établi à 16 873 millions de FCFA, contre 18 855 millions de FCFA au cours de la même période de l'année précédente, soit une diminution de 10,5% en glissement annuel.

Cette évolution traduit le repli généralisé du secteur, bien que d'ampleur plus modérée que celui observé au niveau des ventes en volume. Par ailleurs, le chiffre d'affaires lié au clinker a été nul au deuxième trimestre 2025, en raison de l'absence de la production.

Tableau 23 : Évolution du chiffre d'affaires du ciment (en millions de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Ciment hydraulique	16 491	16 873	2,3
Ciment hydraulique 32.5	7 543	6 662	-11,7
Autres ciments hydrauliques	8 948	10 211	14,1
Clinker	2 364	-	-
Ensemble	18 855	16 873	-10,5

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.2.8 Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers)

1. Production

Baisse de la production des industries chimiques et matières plastiques... Par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente, la production des industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage de pétrole) s'est contractée de 16,1% au deuxième trimestre 2025, en lien avec les difficultés d'approvisionnement en matières premières. Cette diminution s'explique par la baisse de la production des composantes telles que : le gaz industriel (-46,2%), la peinture (-27,6%), les mousses (-27,5) ; ce malgré l'augmentation de la production des films plastiques (+49,6%), des casiers en plastique (+11,6%) et des autres produits en plastique (+1%).

Tableau 24 : Évolution de la production des industries chimiques et matières plastiques (en volume)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Gaz industriel (10 ³ m ³)	90,3	48,6	-46,2
Peinture (tonnes)	340,1	246,2	-27,6
Mousses (tonnes)	851,6	617,5	-27,5
Films plastiques (tonnes)	105,2	157,4	49,6
Casiers en plastique (10 ³ pièces)	161,0	179,7	11,6
Autres produits en plastique	228,4	230,6	1,0
Ensemble			-16,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

2. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques... En rapport avec la production, le chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques a connu une baisse globale de 17,7% en glissement annuel, pour s'établir à 3 166,0 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025 contre 3 849,1 millions de FCFA au deuxième trimestre de l'année précédente.

Cette baisse est la conséquence de la diminution du chiffre d'affaires de la peinture (-46,4%) et des mousses (-33,5%), malgré l'augmentation du chiffre d'affaires du gaz industriel (+18,5%), des films plastique (+33,4%), des casiers en plastique (+9,4%) ainsi que des autres produits en plastique (+0,1%).

Tableau 25: Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques (en millions de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Gaz industriel (10 ³ m ³)	405	480	18,5
Peinture (tonnes)	1 021	547	-46,4
Mousses (tonnes)	1 165	775	-33,5
Films plastiques (tonnes)	167	223	33,4
Casiers en plastique (10 ³ pièces)	534	584	9,4
Autres produits en plastique	557	557	0,1
Ensemble	3 849,1	3 166,0	-17,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.2.9 Industrie de raffinage de pétrole

1. Achat de pétrole brut

Baisse des achats de pétrole brut... Au deuxième trimestre 2025, les volumes de pétrole brut achetés par l'industrie de raffinage ont baissé de 21,6% en glissement annuel, atteignant 1,5 million de barils contre 1,9 million à la même période en 2024. Parallèlement, la valeur des achats a chuté de 39,6%, passant de 93 700 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 56 611 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025.

Tableau 26 : Évolution des achats de pétrole brut

Libellés	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Quantité (en millions de barils)	1,9	1,5	-21,6
Valeur (en millions de FCFA)	93 700	56 611	-39,6

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2025)

2. Production des produits pétroliers raffinés

Contraction de la production des produits pétroliers raffinés... Au deuxième trimestre 2025, la production de produits pétroliers raffinés a diminué de 15,4% en comparaison avec le deuxième trimestre 2024, tirée par le recul des volumes de production de gaz butane (-26,1%), de supercarburant (-80,4%), de gasoil (-25,8%) et de fuel V 380 (-18,8%). Cette baisse résulte essentiellement de la diminution des quantités achetées de pétrole brut.

Tableau 27 : Production des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en%)
Gaz butane	1 485	1 098	-26,1
Super carburant	20 560	4 040	-80,4
Kérosène	7 051	11 245	59,5
Gasoil	65 631	48 686	-25,8
Fuel V 380	135 348	109 893	-18,8
Fuel V 180	1 312	1 317	0,4
Essence légère	6 081	24 641	305,2
Ensemble			-15,4

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2025)

3. Ventes en volume des produits pétroliers raffinés

Régression des ventes en volume des produits pétroliers raffinés... Conséquence du repli de la production, en glissement annuel, les ventes en volume des produits pétroliers raffinés se sont contractées de 14,9% au deuxième trimestre 2025. Ce recul s'explique par la diminution simultanée des ventes sur le marché intérieur (-32,8%) et sur le marché extérieur (-4,5%) pour des raisons évoquées supra.

Tableau 28 : Évolution des ventes en volume des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Marché intérieur			-32,8
Gaz butane	1 466	867	-40,9
Super carburant	19 108	3 549	-81,4
Kérosène	8 823	11 355	28,7
Gasoil	64 308	46 202	-28,2
Fuel V 180	602	1 358	125,5
Marché extérieur			-4,5
Fuel V 380	153 688	130 252	-15,2
Essence légère	8 797	24 882	182,8
Ensemble			-14,9

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2025)

4. Ventes en valeur des produits pétroliers raffinés

Baisse des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés... Au deuxième trimestre 2025, les ventes en valeur des produits pétroliers raffinés ont enregistré une baisse de 28,9% en glissement annuel, s'établissant à 67 423 millions de FCFA contre 94 839 millions de FCFA à la même période en 2024. Cette régression est imputable à la contre-performance des ventes aussi bien sur le marché intérieur (-32,2%) que sur le marché extérieur (-26,0%), en raison des facteurs évoqués précédemment.

Tableau 29 : Évolution des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Marché intérieur	44 133	29 906	-32,2
Gaz butane	293	81	-72,4
Super carburant	12 342	2 400	-80,6
Kérosène	4 094	6 340	54,9
Gasoil	27 272	20 739	-24,0
Fuel V 180 local	132	346	162,9
Marché extérieur	50 706	37 517	-26,0
Fuel V 380	48 205	33 110	-31,3
Essence légère	2 500	4 407	76,2
Ensemble	94 839	67 423	-28,9

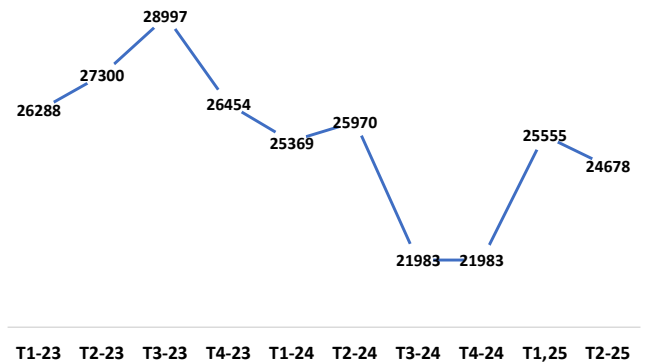
Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2025)

II.1.2.10 Industries de production et distribution d'eau et d'électricité

Baisse de la production et distribution d'eau et d'électricité... Au deuxième trimestre 2025, en glissement annuel, les industries de production et de distribution d'eau potable et d'énergie électrique se sont caractérisées par une relative perte de vigueur, au regard de l'évolution de leurs principaux paramètres.

La production d'eau potable a accusé une baisse de 5,0%, passant de 25 970 milliers de m³ au deuxième trimestre 2024, à 24 678 milliers de m³ au même trimestre une année après, consécutive à l'augmentation de la fréquence des arrêts de production, occasionnés principalement par les coupures et les fluctuations électriques.

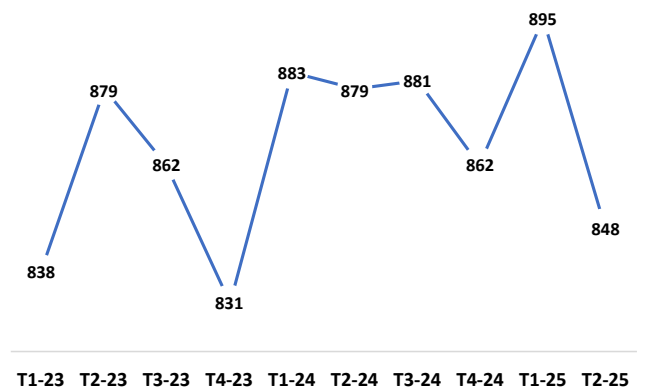
Graphique 7 : Évolution de la production d'eau potable (en 10³ m³)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

La production d'énergie électrique a accusé globalement un recul de 3,5% en glissement annuel, s'affichant à 848 GWH au deuxième trimestre 2025. Cette régression d'ensemble, portée à la fois par l'énergie à gaz (-4,8%) et l'énergie hydroélectrique (-0,7%), se justifie par les travaux de maintenance réalisés quasiment sur l'ensemble des unités de production.

Graphique 8 : Évolution de la production d'énergie électrique (en GWH)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

Les quantités vendues d'eau potable sont ressorties à 16 902 milliers de m³ au deuxième trimestre 2025 contre 17 611 milliers de m³ au trimestre correspondant de l'année précédente, soit une baisse de 4,0%.

Il en est de même des ventes d'énergie électrique, qui sont passées de 508,2 GWH au deuxième trimestre 2024, à 495,0 GWH à la même période de l'année 2025, accusant un recul de 2,6%. Dans le même temps, cette branche a, une fois de plus, affiché un volume important des pertes en matière de transport et de distribution d'électricité. Ces pertes ont représenté 41,6% de la production totale au cours de la période sous revue, contre 42,2% au deuxième trimestre 2024.

Le nombre d'abonnés s'est conforté au deuxième trimestre 2025, malgré la baisse de la production. Rapporté au 30 juin 2024, ce nombre s'est accru de 5,4%, à 506 milliers d'abonnés pour les sociétés de production d'énergie électrique, et de 3,3%, à 245 milliers d'abonnés pour la société de distribution d'eau.

Le chiffre d'affaires global a baissé de 1,9% entre le deuxième trimestre 2024 (41,4 milliards de FCFA) et le deuxième trimestre 2025 (40,6 milliards de FCFA), consécutivement aux replis simultanés des chiffres d'affaires générés par les ventes d'eau potable (-2,3%) et d'énergie électrique (-1,8%).

Tableau 30 : Production et distribution d'eau et d'énergie électrique

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/T1-25	T2-25/T2-24
I-Production effective par produit					
- Energie électrique (GWH)	879	895	848	-5,3	-3,5
Energie hydroélectrique (GWH)	300	310	298	-3,9	-0,7
Energie à gaz (GWH)	578	585	550	-6,0	-4,8
- Eau potable (en 10 ³ m ³)	25 970	25 555	24 678	-3,4	-5,0
II- Quantité vendue par produit					
- Energie électrique (GWH)	508,2	488,4	495,0	1,4	-2,6
Energie hydroélectrique (GWH)	477,2	460,4	469,5	2,0	-1,6
Energie à gaz (GWH)	31,0	28,0	25,5	-8,9	-17,7
Pertes d'énergie électrique (en %)	42,2	45,4	41,6	-	-
- Eau potable (en 10 ³ m ³)	17 611	11 731	16 902	44,1	-4,0
III- Abonnement					
- Nombre d'abonnés E2C et CEC (en milliers)	480	499	506	1,4	5,4
- Nombre d'abonnés LCDE (en milliers)	237	243	245	0,9	3,3
IV- Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
- Energie électrique	37 643	37 036	36 960	-0,2	-1,8
Energie hydroélectrique	22 955	22 211	22 973	3,4	0,1
Energie à gaz	14 688	14 825	13 987	-5,7	-4,8
- Eau potable	3 749	2 342	3 661	56,3	-2,3
Total chiffre d'affaires	41 392	39 378	40 621	3,2	-1,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

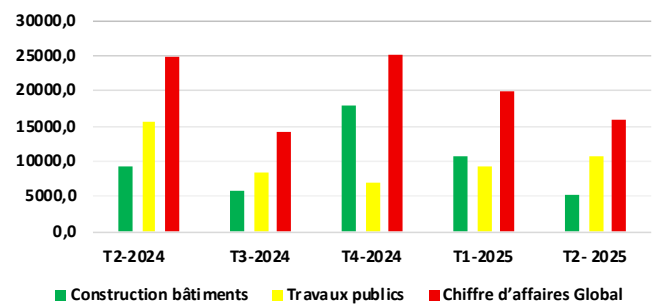
II.1.2.11 Bâtiments et travaux publics

Contraction du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics... Au deuxième trimestre 2025, la branche « Bâtiments et travaux publics » a enregistré une baisse du chiffre d'affaires global de 36,2% en glissement annuel et de 20,0% en variation trimestrielle.

En glissement annuel, les contre-performances affichées par cette branche découlent des baisses d'activités enregistrées dans le domaine de la construction des bâtiments (-44,8%) ainsi que

dans le domaine des travaux publics (-31,1%), en lien avec notamment le manque de nouveaux marchés et les difficultés de recouvrement de créances pendant la période sous revue.

Graphique 9 : Évolution du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.3 Secteur tertiaire

Au deuxième trimestre 2025, la conjoncture du secteur tertiaire a connu une évolution mitigée, portée d’une part, par le dynamisme des télécommunications et du secteur bancaire, mais d’autre part, par les contre-performances des activités

du commerce, de l’hôtellerie et restauration, du transport et des autres services.

II.1.3.1 Commerce

Baisse du chiffre d'affaires de la branche « Commerce » ... Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires de la branche « Commerce » a connu une baisse de 2,2% en glissement annuel, pour s’établir à 224 014 millions de FCFA, après avoir été de 229 120 millions de FCFA à la même période en 2024. Cette baisse s’explique par la mauvaise tenue des activités de toutes ses composantes, à l’exception du commerce des autres produits (+9,4%).

En variation trimestrielle, le chiffre d'affaires de cette branche a régressé de 2,5%, en rapport avec les contre-performances enregistrées dans les activités du commerce des produits alimentaires (-27,6%), du commerce des produits pharmaceutiques (-8,4%) et du commerce des véhicules (-14,3%).

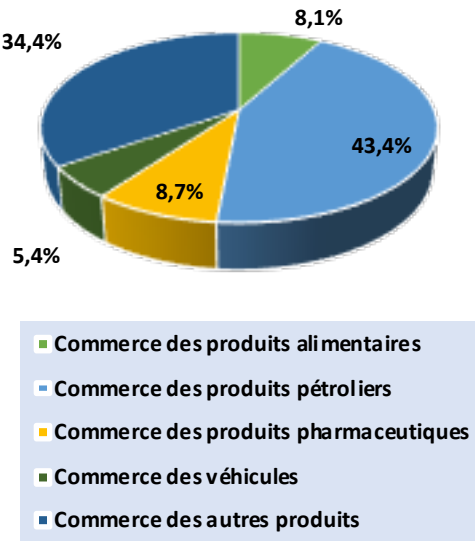
Tableau 31 : Évolution du chiffre d'affaires de la branche « Commerce » (en millions de FCFA)

Libellées	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/T1-25	T2-25/T2-24
Commerce des produits alimentaires	22 179	25 133	18 200	-27,6	-17,9
Commerce des produits pétroliers	100 596	94 237	97 115	3,1	-3,5
Commerce des produits pharmaceutiques	20 613	21 196	19 419	-8,4	-5,8
Commerce des véhicules	15 231	14 151	12 122	-14,3	-20,4
Commerce des autres produits	70 502	75 152	77 158	2,7	9,4
Ensemble	229 120	229 868	224 014	-2,5	-2,2

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2025)

Le graphique ci-dessous montre qu’au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires de la branche « Commerce » est dominé par les activités du commerce des produits pétroliers (43,4%), suivi des activités du commerce des autres produits (34,4%), du commerce des produits pharmaceutiques (8,7%), du commerce des produits alimentaires (8,1%) et du commerce des véhicules (5,4%).

Graphique 10 : Répartition du chiffre d'affaires de la branche « Commerce »

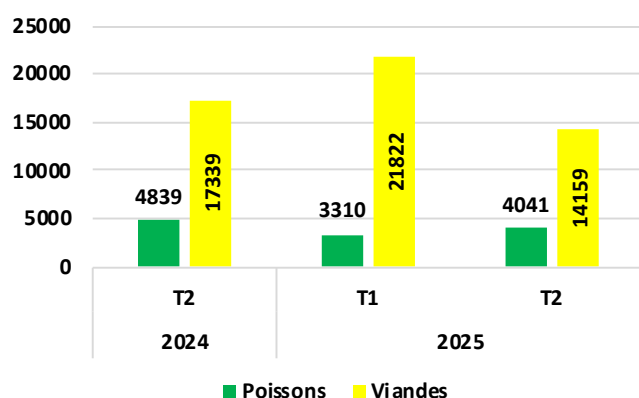


Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

1. Commerce des produits alimentaires

Diminution du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires... Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires a décliné de 17,9% en glissement annuel, revenant de 22 179 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 18 200 millions de FCFA, tiré principalement par la baisse des ventes de poissons (-16,5%) et de viandes (-18,3%). Cette mauvaise performance est attribuée à la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs ainsi qu'aux difficultés rencontrées dans le traitement des transferts de fonds au niveau des banques.

Graphique 11 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2025)

2. Commerce des produits pétroliers raffinés et gaziers

Repli du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers raffinés et gaziers... Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires des entreprises de distribution des produits pétroliers raffinés et gaziers s'est contracté de 3,5% en glissement annuel, revenant de 100 596 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 97 115 millions de FCFA. Cette contraction résulte des ruptures récurrentes des stocks de carburants et des difficultés rencontrées dans l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés.

Tableau 32: Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers (en millions de FCFA)

Produits	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Essence super	40 983	38 084	42 036	10,4	2,6
Gasoil	54 641	51 793	50 165	-3,1	-8,2
Pétrole lampant	23	45	113	151,6	382,0
Kérosène	189	160	170	6,3	-10,0
Gaz butane	3 884	3 573	4 000	12,0	3,0
Autres	875	582	631	8,4	-27,9
Total	100 596	94 237	97 115	3,1	-3,5

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

3. Commerce des véhicules

Baisse du chiffre d'affaires du commerce des véhicules... Au deuxième trimestre 2025, les activités du négoce des véhicules ont régressé. En glissement annuel, son chiffre d'affaires global a baissé de 20,4% pour se fixer à 12 122 millions de FCFA contre 15 231 millions de FCFA à la même période de l'année précédente. Cette évolution défavorable s'explique par la baisse de la demande, la lenteur administrative dans le traitement des dossiers et la concurrence avec le marché informel. En variation trimestrielle, cette baisse est de 14,3%, revenant de 14 151 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 12 122 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025.

Tableau 33 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA)

Produits	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Véhicules utilitaires	6 233	6 067	5 233	-13,8	-16,1
Véhicules industriels	5 261	3 553	3 464	-2,5	-34,2
Pièces détachées	1 446	1 663	1 801	8,3	24,6
Entretien et services après-vente	1 842	1 684	806	-52,1	-56,2
Autres	449	1 184	817	-30,9	82,0
Total	15 231	14 151	12 122	-14,3	-20,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

4. Commerce des produits pharmaceutiques

Baisse du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques... Le chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques s'est établi à 19 419 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025, en baisse de 5,8% en glissement

annuel. Cette baisse s'explique, entre autres, par la rupture de stocks de certains médicaments ainsi que la concurrence déloyale. En variation trimestrielle, cette baisse est de 8,4%, revenant de 21 196 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 19 419 millions de FCFA au deuxième trimestre de la même année.

Tableau 34 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques (en millions de FCFA)

Produits	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Médicaments de spécialité	17 720	18 680	16 470	-11,8	-7,1
Médicaments génériques	688	709	707	-0,4	2,7
Intrants d'analyses médicales	10	9	10	17,0	3,8
Autres produits	2 195	1 798	2 232	24,2	1,7
Total	20 613	21 196	19 419	-8,4	-5,8

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2025)

5. Commerce des autres produits

Hausse du chiffre d'affaires du commerce des autres produits... Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du commerce des autres produits a augmenté de 9,4% en glissement annuel, s'établissant à 77 158 millions de FCFA contre 70 502 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024. Cette évolution favorable s'explique par l'intensification des activités de prospection commerciale (soldes réguliers, promotions, etc.), laquelle a permis l'exploration de nouveaux marchés, favorisant ainsi une augmentation modérée de la demande.

En variation trimestrielle, son chiffre d'affaires a progressé de 2,7%, passant de 77 152 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 77 158 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025.

Tableau 35 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des autres produits (en millions de FCFA)

Produits	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Produits alimentaires	24 454	33 452	30 736	-8,1	25,7
Textiles	311	395	397	0,6	28,0
Meubles et articles d'aménagement	1 862	1 676	1 613	-3,7	-13,4
Matériaux de construction	5 455	4 410	4 399	-0,3	-19,4
Fournitures de bureau	178	251	255	1,4	42,8
Matériel et accessoires informatiques	2 807	3 063	3 292	7,5	17,3
Électroménager	400	384	478	24,7	19,7
Autres	35 035	31 521	35 988	14,2	2,7
Total	70 502	75 152	77 158	2,7	9,4

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2025)

II.1.3.2 Hôtels et restaurants

Baisse des indicateurs des activités hôtelières...

Au deuxième trimestre 2025, les indicateurs des activités hôtelières ont enregistré une baisse par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. En effet, la capacité hôtelière, le nombre de nuitées et le taux d'occupation des chambres ont respectivement régressé de 1,7%, 22,6% et 21,2% en glissement annuel. Ce recul est imputable à la baisse de la demande.

Tableau 36 : Indicateurs des activités des hôtels

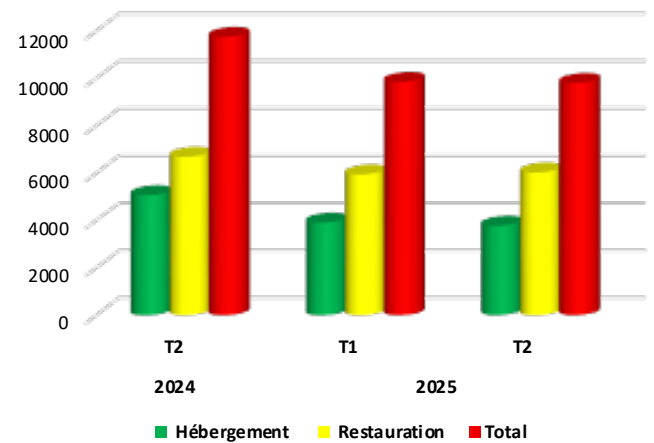
Indicateurs	2024	2025		Variations (en%)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Capacité hôtelière (nombre de chambres)	3 207	3 248	3 152	-3,0	-1,7
Nombre de nuitées	64 632	56 263	50 056	-11,0	-22,6
Taux d'occupation des chambres	22,4	19,2	17,6	-8,3	-21,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

Baisse du chiffre d'affaires de la branche « Hôtels et restaurants » ... Le chiffre d'affaires de la branche « Hôtels et restaurants » s'est replié de 0,5% en variation trimestrielle et de 16,6% en glissement annuel, pour s'établir à 9 801 millions FCFA au deuxième trimestre 2025. Cette contraction est

tirée par la baisse du chiffre d'affaires de l'hébergement et de la restauration. En effet, le chiffre d'affaires des services d'hébergement a régressé de 3,3% en variation trimestrielle et de 25,4% sur un an et celui de la restauration a reculé de 9,9% en glissement annuel.

Graphique 12: Évolution du chiffre d'affaires des hôtels et restaurants (en millions de FCFA)



Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.3.3 Transports et auxiliaires de transports

1. Transport aérien

Le mouvement de repli de l'activité aéroportuaire, amorcé au deuxième trimestre 2024, s'est confir-

mé à la même période de l'année suivante, à en juger par l'évolution des statistiques de l'Agence Nationale d'Aviation Civile (ANAC).

Les mouvements d'avions ont nettement diminué, revenant de 4 824 au deuxième trimestre 2024 à 3 753 au deuxième trimestre 2025, soit une baisse de 22,2%, sous l'effet conjugué de la baisse des trafics commerciaux internationaux (-8,2%) et nationaux (-38,9%), ce malgré la consolidation du trafic commercial régional (+15,6%).

Le nombre de passagers n'a montré aucun signe d'amélioration, accusant au contraire, une baisse de 6,8%, entre le deuxième trimestre 2024 (280 milliers de personnes) et le deuxième trimestre 2025 (270 milliers de personnes). Cette baisse globale, portée à la fois par le trafic de passagers sur les vols internationaux (-6,8%) et nationaux (-3,5%), a été, cependant, atténuée par l'amélioration du trafic sur les vols régionaux (+31,1%).

Le fret de marchandises, comparé au deuxième trimestre 2024, a vu son volume augmenter globalement de 11,3% pour s'établir à 3 580 tonnes au deuxième trimestre 2025. Cette tendance globale à la hausse dissimule, cependant, des évolutions contrastées au niveau de différents frets : baisse du fret à l'international (-13,1%) et hausse aux niveaux régional (51,1%) et national (9,2%).

Tableau 37 : Évolution du trafic commercial aérien

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Trafic commercial global					
- Mouvements d'avions (en nombre)	4 824	2 478	3 753	51,5	-22,2
- Passagers (en milliers de pers.)	280	144	270	87,6	-3,6
- Fret (en tonnes)	3 216,4	1 898,3	3 580,0	88,6	11,3
Trafic commercial international					
- Mouvements d'avions (en nombre)	1 641	897	1 507	68,0	-8,2
- Passagers (en milliers de pers.)	89	52	83	59,3	-6,8
- Fret (en tonnes)	2 581,0	1 814,4	3169,0	74,7	22,8
Trafic commercial régional					
- Mouvements d'avions (en nombre)	550	230	636	176,5	15,6
- Passagers (en milliers de pers.)	7	5	10	86,5	31,1
- Fret (en tonnes)	550,0	0,0	336,8	-	-38,8
Trafic commercial national					
- Mouvements d'avions (en nombre)	2 633	1 351	1 610	19,2	-38,9
- Passagers (en milliers de pers.)	184	87	178	104,7	-3,5
- Fret (en tonnes)	85,2	83,9	73,9	-11,9	-13,3

Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

2. Transport ferroviaire

a. Volume d'activité

Recul des activités du transport ferroviaire...

Les indicateurs des activités du transport ferroviaire ont connu une régression au deuxième trimestre 2025 par rapport à la même période de l'année 2024. A cet effet, le nombre de voyageurs transportés a baissé de 98,7% passant de

33 112 personnes au deuxième trimestre 2024 à 430 personnes au même trimestre de l'année en cours. Le volume de marchandises transportées a également régressé, revenant de 102 814 tonnes au deuxième trimestre 2024 à 64 963 tonnes au deuxième trimestre de l'année en cours, soit une baisse de 36,8%. Cette régression des indicateurs est notamment liée aux perturbations du trafic.

Tableau 38 : Évolution des indicateurs du transport ferroviaire

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25 /T1-25	T2-25 /T2-24
Voyageurs transportés	33 112	20 861	430	-97,9	-98,7
Marchandises transportées	102 814,0	69 817,0	64 963,0	-7,0	-36,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Juillet 2025)

b. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires du transport ferroviaire...

Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du transport ferroviaire a baissé de

47,6% en glissement annuel et de 36,5% en variation trimestrielle. Cette décrue est liée à la vétusté du matériel et à l'accentuation des offres du transport routier.

Tableau 39: Évolution du chiffre d'affaires du transport ferroviaire (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25 /T1-25	T2-25 /T2-24
Voyageurs transportés	91	64	2	-97,3	-98,1
Marchandises transportées	1 655,9	1 193,8	1 062,1	-11,0	-35,9
Autres services	601,4	680,2	166,3	-75,5	-72,3
Total	2 348	1 938	1 230	-36,5	-47,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Juillet 2025)

3. Transport maritime

a. Volume d'activité

Hausse du volume des activités du transport maritime...

Les indicateurs des activités du transport maritime ont enregistré une hausse au deuxième trimestre 2025 par rapport à la même période de l'année 2024. En effet, le volume des embarquements est passé de 4 275 511 tonnes au deuxième trimestre 2024 à 5 969 241 tonnes au deuxième trimestre 2025, soit une augmentation de 39,6%. Le flux des débarquements a crû de 19,5%, passant de 1 230 645 tonnes au deuxième trimestre 2024 à 1 470 199 tonnes au deuxième trimestre 2025, en lien avec les nouveaux investissements réalisés.

b. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires du transport maritime...

Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du transport maritime a régressé de 6,2%. Cette baisse résulte essentiellement de la cession du trafic conventionnel et de la prestation de remorquage à la société ALPORT.

Tableau 40: Indicateurs du transport maritime

Indicateurs	2024	2025		Variations (en%)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Volume d'activité					
Embarquements (en tonnes)	4 275 511	5 344 156	5 969 241	11,7	39,6
Débarquements (en tonnes)	1 230 645	1 566 690	1 470 199	-6,2	19,5
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
Embarquements	12 276	13 286	11 510	-13,4	-6,2
Débarquements	2 683	2 903	2 515	-13,4	-6,2
Total	14 958	16 189	14 025	-13,4	-6,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Juillet 2025)

4. Transport terrestre

a. Volume d'activité

Évolution mitigée du volume des activités du transport terrestre... Au deuxième trimestre 2025, les indicateurs du transport terrestre ont connu une évolution contrastée. Le nombre de personnes transportées a enregistré une hausse de 10,8%

en glissement annuel, passant de 2 289 576 personnes au deuxième trimestre 2024 à 2 536 727 personnes au deuxième trimestre 2025. Cependant, le flux de marchandises transportées a régressé de 21,4% pour s'établir à 1 439 866 tonnes au deuxième trimestre 2025 contre 1 832 155 tonnes au même trimestre de l'année précédente.

Tableau 41: Indicateurs d'activité du transport terrestre

Indicateurs	2024	2025		Variations (en%)	
	T2	T1	T2	T2-25/T1-25	T2-25/T2-24
Personnes transportées	2 289 576	2 025 756	2 536 727	25,2	10,8
Marchandises transportées	1 832 155	1 138 794	1 439 866	26,4	-21,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Juillet 2025)

b. Chiffre d'affaires

Augmentation du chiffre d'affaires du transport terrestre... Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du transport terrestre est ressorti à

12 545 millions de FCFA, affichant un accroissement de 3,0% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2024. Cette progression résulte de la hausse du nombre de flottes dans la circulation routière.

Tableau 42 : Évolution du chiffre d'affaires du transport terrestre (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/T1-25	T2-25/T2-24
Personnes transportées	412	386	387	0,4	-6,1
Marchandises transportées	1 655	1 662	2 174	30,8	31,4
Location de véhicules	837	1 062	1 101	3,7	31,6
Facturation péage	9 279	8 907	8 883	-0,3	-4,3
Total	12 183	12 016	12 545	4,4	3,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Juillet 2025)

5. Transit

a. Volume d'activité

Accroissement des activités du transit... Les indicateurs de l'activité de transit ont connu une augmentation au deuxième trimestre de l'année 2025, portée par la dynamique concomitante des flux à l'exportation et à l'importation. En glissement annuel, le volume global du transit a enregistré une

croissance, tirée par une hausse de 33,7 % des produits exportés et de 0,2 % des produits importés, comparativement au deuxième trimestre 2024. Cette évolution favorable reflète une bonne tenue des activités sur les corridors logistiques.

b. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires du transit... Le chiffre d'affaires du transit a baissé de 0,6 %, s'établissant à 45 030 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025, contre 45 284 millions de FCFA à la même

période de l'année précédente. Cette évolution défavorable résulte principalement du repli du chiffre d'affaires à l'exportation (-31,3 %), lequel n'a pu être compensé par la légère progression enregistrée à l'importation (+1,8%).

Tableau 43: Évolution du chiffre d'affaires des activités du transit

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Volume d'activité					
A l'exportation	388 221	527 935	518 880	-1,7	33,7
A l'importation	292 104	214 270	292 701	36,6	0,2
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
A l'exportation	3 167	1 261	2 174	72,5	-31,3
A l'importation	42 117	43 355	42 856	-1,2	1,8
Total chiffre d'affaires	45 284	44 615	45 030	0,9	-0,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Juillet 2025)

II.1.3.4 Télécommunications

1. Trafic des télécommunications

Hausse du trafic des télécommunications... Au deuxième trimestre 2025, l'analyse des indicateurs du secteur des télécommunications a révélé une progression globale de 8,4% du trafic en glissement annuel. Cette croissance est principalement tirée par le dynamisme du trafic Internet, qui enregistre une hausse de 9,9%, reflet d'une consommation accrue de contenus numériques, de services en ligne et d'applications de diffusion en continu.

Le trafic de téléphonie mobile, quant à lui, a progressé (+7,1%), tiré par la hausse du trafic voix (+8,4%), confirmant sa place centrale dans les communications, notamment dans les zones où l'accès à l'internet reste limité. Toutefois, cette croissance est atténuée par une baisse de 9,0% du trafic SMS, un recul structurel lié à l'évolution des habitudes des consommateurs, qui privilégient désormais les applications de messagerie instantanée.

Tableau 44: Évolution du trafic des télécommunications

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile			7,1
Trafic voix (10 ⁶ mn)	1697,6	1840,6	8,4
Trafic SMS (10 ⁶ unités)	1194,0	1086,0	-9,0
Trafic internet (10³ Go)	23186	25476	9,9
Ensemble			8,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

2. Chiffre d'affaires

Recul du chiffre d'affaires des télécommunications... Le chiffre d'affaires des entreprises de télécommunications a affiché au deuxième trimestre 2025 une baisse globale de 5,4% sur un an. Ce recul résulte de la contraction des revenus liés au trafic Internet (-10,5%), du fait d'une concurrence accrue entre opérateurs, d'une baisse des tarifs de connexion dans un marché en pleine libéralisation et d'une optimisation des offres de données par les consommateurs, souvent plus attentifs aux coûts.

En parallèle, au cours de la période sous revue, le chiffre d'affaires issu de la téléphonie mobile a enregistré une baisse de 1,2%, essentiellement liée à une diminution de 1,5% des revenus du trafic voix. Cette évolution reflète le basculement progressif des utilisateurs vers des appels vocaux utilisant une connexion internet, qui concurrencent directement les appels traditionnels. Toutefois, le trafic SMS a connu une progression de 1,5% en glissement annuel, traduisant une utilisation encore présente de ce canal, notamment dans les communications professionnelles et les services bancaires ou commerciaux nécessitant des notifications par message.

Tableau 45 : Chiffre d'affaires des télécommunications (en millions de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile	26 427	26 164	-1,2
Trafic voix	24 393	24 121	-1,5
Trafic SMS	2 034	2 043	1,5
Trafic internet	21 552	19 631	-10,5
Ensemble	47 979	45 795	-5,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

3. Tarifs par minute, sms et octet
Baisse des tarifs des services de télécommunication... L'analyse des tarifs des services de télécommunications met en évidence une tendance globalement baissière (-12,1%) entre le deuxième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2025. Cette baisse est particulièrement marquée par un faible niveau du trafic Internet, dont les tarifs ont chuté de 18,5%, reflétant la volonté des autorités et des acteurs privés de démocratiser l'accès au numérique, ainsi que la mise en œuvre d'offres promotionnelles et de packages data attractifs pour accompagner la transformation digitale.

Concernant la téléphonie mobile, les tarifs du trafic voix ont reculé de 9,1%, confirmant une stratégie commerciale visant à fidéliser les clients dans un contexte où les communications traditionnelles font face à la montée en puissance des services plus numérisés. Toutefois, cette tendance est contrebalancée par une hausse de 11,6% des tarifs SMS.

Tableau 46 : Évolution des tarifs par minute, sms et octet (en FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile			-7,6
Trafic voix	14,4	13,1	-9,1
Trafic SMS	1,7	1,9	11,6
Trafic internet	1,0	0,8	-18,5
Ensemble			-12,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.3.5 Banques, microfinances et assurances

1. Activités bancaires
Bonne performance des activités du secteur bancaire... Comparativement au deuxième trimestre 2024, les activités du secteur bancaire ont affiché, au deuxième trimestre 2025 une conjoncture plus favorable.

En effet, les produits bancaires ont progressé de 28,7% en glissement annuel. Dans cette même dy-

namique, la marge d'activité bancaire et le résultat brut d'exploitation ont connu une augmentation respectivement de 8,0% et de 14,6% en glissement annuel. Cette performance s'explique notamment par le dynamisme du marché des valeurs du trésor de la CEMAC. De même, les charges bancaires ont progressé de 34,1% en glissement annuel et de 36,7% en variation trimestrielle.

Tableau 47 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variations (en%)	
	T2	T1	T2	T2-25/T1-25	T2-25/T2-24
Produits bancaires	313 656	292 568	403 779	38,0	28,7
Charges bancaires	248 670	244 073	333 573	36,7	34,1
Marge d'activité bancaire	64 987	48 495	70 206	44,8	8,0
Résultat brut d'exploitation	37 494	23 150	42 974	85,6	14,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Juillet 2025)

2. Activités des microfinances
Accroissement des activités des microfinances... Les activités des microfinances se sont bien comportées au deuxième trimestre 2025, en suivant la même tendance haussière que celle constatée à la même période de l'année précédente. En effet, les produits d'exploitation et le produit net financier ont affiché des hausses respectives de 2,0% et 41,9% en glissement annuel et de 41,5% et 40,9% en variation trimestrielle. De même, le produit d'exploitation global s'est accru de 42,5% en glissement annuel et de 41,4% en variation trimestrielle. Cette tendance haussière s'explique, entre autres, par le renforcement de la structure financière du secteur. Toutefois, on note une régression des charges d'exploitation de 88,8% en glissement annuel.

Tableau 48 : Évolution des indicateurs de l'activité des microfinances (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Produits d'exploitation	20 141	14 517	20 547	41,5	2
Charges d'exploitation	6 145	422	690	63,6	-88,8
Produit net financier	13 996	14 095	19 857	40,9	41,9
Produit d'exploitation global	14 069	14 175	20 049	41,4	42,5

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Juillet 2025)

3. Activités des établissements d'assurances
Baisse des indicateurs des établissements d'assurances... Les activités des établissements d'assurances ont enregistré une régression au deuxième trimestre 2025, par rapport au deuxième trimestre 2024. En effet, les primes acquises ont connu un recul de 13,9%, en glissement annuel. Ce repli s'explique notamment par le non-renouvellement des primes acquises tant dans la branche vie que non vie.

De même, les frais généraux ont reculé de 19,7%, revenant de 3 016 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 2 422 millions de FCFA au deuxième trimestre 2025. Les primes cédées en réassurances ont baissé de 38,4%, revenant de 4 555 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 2 808 millions de FCFA à la même période de l'année sous-revue. Toutefois, les sinistres à payer et les commissions versées ont diminué respectivement de 30,9% et 33,6% en glissement annuel.

Tableau 49 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Sinistres à payer (opérations brutes)	6 169	12 111	4 260	-64,8	-30,9
Sinistre à payer branche vie	691	194	238	22,7	-65,6
Sinistre à payer branche non vie	5 478	11 917	4 022	-66,3	-26,6
Commissions versées	2 993	2 096	1 986	-5,2	-33,6
Commissions payées branche vie	177	38	52	36,8	-70,6

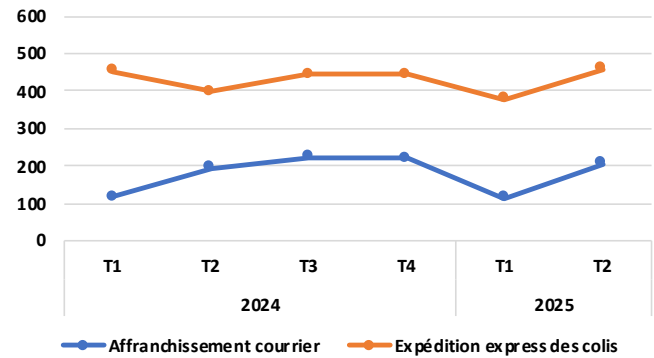
Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
Commissions payées branche non vie	2 816	2 058	1 934	-6	-31,3
Frais généraux	3 016	1 630	2 422	48,6	-19,7
Primes cédées en réassurances	4 555	5 012	2 808	-44	-38,4
Réassurance branche vie (1)	30	45	23	-57,4	-23,3
Réassurance branche IARD (2)	4 525	4 958	2 785	-43,8	-38,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.3.6 Autres services

1. Affranchissements courriers
Hausse du chiffre d'affaires des Affranchissements Courriers... Les entreprises de la sous-branche « Affranchissements Courriers » ont enregistré un regain d'activité au deuxième trimestre 2025. En effet, cette sous-branche a réalisé une performance globalement positive avec une croissance du chiffre d'affaires de 13,6% au deuxième trimestre 2025 par rapport au deuxième trimestre 2024, passant ainsi de 405,8 à 461,2 millions de FCFA. Cette croissance indique un rebond d'activité après un premier trimestre relativement faible que l'on attribuerait entre autres à l'éclosion du e-commerce. Cette activité encore naissante, se développe très vite, notamment dans les villes comme Brazzaville et Pointe-Noire.

Graphique 13 : Évolution du chiffre d'affaires des affranchissements courriers (en millions de FCFA)



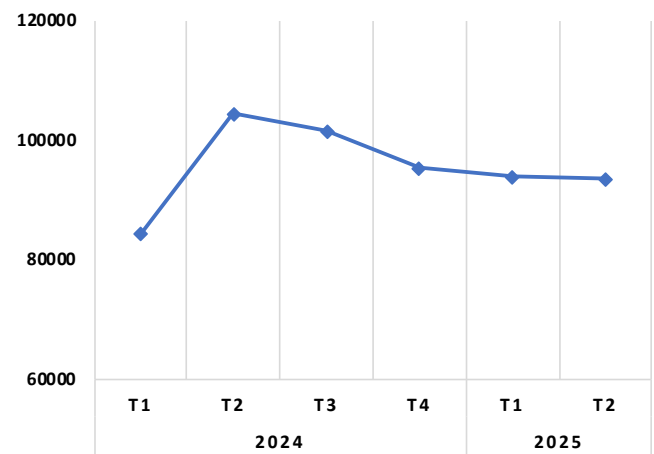
Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.1.3.6.1 Activités parapétrolières

Contraction du chiffre d'affaires des entreprises parapétrolières... Au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires des services rendus par les parapétroliers aux entreprises d'extraction pétrolière est tombé à 93,4 milliards de FCFA, revenant de 104,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2024.

Cette évolution révèle une diminution de 10,5% du chiffre d'affaires des parapétroliers, due à la baisse de la demande de services dans le secteur et aux difficultés accrues de recouvrement de créances rencontrées pendant la période sous revue.

Graphique 14 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.2 Effectifs employés et masse salariale

II.2.1 Emplois

Augmentation de l'effectif global des employés du secteur formel... À fin juin 2025, le nombre d'emplois des entreprises formelles enquêtées a augmenté de 0,3% en glissement annuel, en lien principalement avec l'accroissement de 5,8% du nombre d'employés dans le secteur secondaire, soutenu par les emplois des branches « Extraction des hydrocarbures » (8,2%) ; « Autres industries manufacturières » (10,4%) et « Production d'eau et d'électricité » (4,2%).

II.2.2. Salaires

Hausse de la masse salariale des employés du secteur formel... Dans le même sens que les emplois, la masse salariale des employés des entreprises formelles enquêtées a progressé de 4,1% en glissement annuel à fin juin 2025. Ce résultat est lié aux augmentations des masses salariales des employés du secteur secondaire (12,0%) et primaire (28,1%), favorisées notamment par les accroissements des masses salariales dans les branches

« Extraction des hydrocarbures » (12,6%), « Autres industries manufacturières » (17,3%), et industries forestières (28,3%).

II.3 Dynamique entrepreneuriale

II.3.1 Enregistrement des entreprises à l'Agence Congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE)

Au deuxième trimestre 2025, le nombre de formalités de création d'entreprises enregistrées à l'ACPCE a reculé globalement de 0,5 %, revenant de 1 272 entreprises au deuxième trimestre 2024 à 1 266 entreprises à la même période de l'année en cours. Cette régression résulte principalement de la diminution du nombre d'enregistrements liés aux formalités de création d'entreprises dans les différents secteurs d'activité, particulièrement dans les branches « sylviculture » (-40 %), « activités extractives » (-48 %), « commerce » (-9,9 %) et « services » (-1,8 %).

Tableau 50 : Évolution du nombre d'entreprises enregistrées par branches et secteurs d'activités

Secteur d'activités	T2-24	T2-25	Variation (en %)
			T2-24/T2-25
Primaire	22	28	27,3
Agriculture, Elevage et Pêche	17	25	47,1
Sylviculture et Exploitation forestière	5	3	-40,0
Secondaire	122	174	42,6
Activités extractives	33	17	-48,5
Autres industries manufacturières	29	56	93,1
Industrie alimentaire	14	16	14,3
Production et distribution d'électricité, gaz et eau	3	9	200,0
Bâtiments et travaux publics	43	76	76,7
Tertiaire	1 128	1 064	-5,7
Commerce, hébergement et restauration	735	662	-9,9
Transport et télécommunications	67	82	22,4
Services	326	320	-1,8
Total	1 272	1 266	-0,5

Source : ACPCE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

Cependant, certaines branches d'activités ont su capter l'attention des opérateurs économiques, affichant une forte augmentation du nombre de création d'entreprises. Il s'agit notamment : de

« l'agriculture » (+47,1%), des « autres industries manufacturières » (+93,1%), de « l'industrie alimentaire » (+14,3 %), de « la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+200,0%), des « bâtiment et des travaux publics » (+76,7%), ainsi que du « transport » (+22,4 %).

II.3.2 Agrément des entreprises à la charte des investissements

Au deuxième trimestre 2025, la Commission Nationale d'Investissement (CNI) a tenu deux sessions.

L'une au mois d'avril et l'autre en mai. À l'issue de ces rencontres, treize (13) entreprises ont obtenu leur agrément, contre vingt (20) à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 35%.

Par ailleurs, les intentions d'investissement exprimées au cours de la période sous revue ont connu une hausse de 116,4% en glissement annuel. Ces investissements ont été majoritairement orientés vers le secteur secondaire (53,8%), suivi du secteur tertiaire (44,6%), tandis que le secteur primaire, quant à lui, reste peu attractif, avec 1,6%.

Tableau 51: Répartition du nombre d'entreprises, des intentions d'investissements et d'emplois enregistrés à la CNI par secteur d'activités.

Secteur	T2-24			T2-25		
	Entreprises (Nombre)	Investissements (Mds de FCFA)	Emplois (Nombre)	Entreprises (Nombre)	Investissements (Mds de FCFA)	Emplois (Nombre)
Primaire	1	4,0	141	3	7,0	86
Secondaire	14	111,1	747	8	289,7	2941
Tertiaire	5	132,4	276	2	238,9	450
Total	20	247,5	1164	13	535,6	3477

Source : Direction générale de l'économie (secrétariat permanent de la CNI, juillet 2025)

De même, les perspectives de création d'emplois ont connu une progression de 198,7 %, passant de 1 164 postes en 2024 à 3 477 postes, une année après.

La répartition des emplois révèle une nette prédominance du secteur secondaire, avec 2 903 postes représentant 83,5 % du total, loin devant le secteur tertiaire, 450 postes, soit 12,9 % et le secteur primaire, 124 postes soit 3,6 %.

II.4 Opinions des chefs d'entreprise

Au deuxième trimestre 2025, l'enquête menée auprès des chefs d'entreprise indique que 77,7% d'entre eux ont rencontré au moins une difficulté dans le cadre de leurs activités économiques.

Dans le secteur primaire, 80,3% des chefs d'entreprise ont déclaré avoir rencontré des difficultés spécifiques au cours du deuxième trimestre 2025, soit une baisse de 5,4 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2025. Parmi eux, 62,3% affirment avoir rencontré des difficultés liées au transport et à la logistique, 32,1% à l'approvisionnement en eau et 28,3% à l'électricité.

Dans le secteur secondaire, 70,7% des chefs d'entreprise ont indiqué avoir rencontré des difficultés particulières au deuxième trimestre 2025, marquant une baisse de 12,1 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2025. Parmi ces acteurs, 63,4% déclarent avoir rencontré des diffi-

cultés liées à l'électricité, 58,5% au recouvrement de créances, 48,8% aux lourdeurs administratives, 46,3% à la concurrence déloyale et 39,0% au transport et à la logistique.

Dans le secteur tertiaire, 78,9% des chefs d'entreprise ont fait face à des difficultés au deuxième trimestre 2025, enregistrant une hausse de 46,1 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2025. Dans cet ensemble, les principales difficultés comprennent l'électricité (65,2%), le recouvrement de créances (47,6%), la concurrence déloyale (47,0%) et les lourdeurs administratives (42,7%).

Par ailleurs, 73,5% des chefs d'entreprise prévoient au deuxième trimestre 2025 que leur chiffre d'affaires devrait rester stable ou en hausse au cours de l'année, soit une augmentation de 3,4 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2025, avec un pessimisme plus prononcé dans le secteur secondaire.

Tableau 52 : Opinions des chefs d'entreprise sur les difficultés rencontrées

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Transport et logistique	62,3	39,0	28,7
Eau	32,1	17,1	26,2
Électricité	28,3	63,4	65,2
Lourdeurs administratives	18,9	48,8	42,7
Concurrence déloyale	9,4	46,3	47,0
Recouvrement des créances	9,4	58,5	47,6
NTIC	3,8	12,2	9,8
Autres	34,0	14,6	16,5
Total	80,3	70,7	78,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.5 Tendances des marchés et des prix

- **Produits du bois : adaptation et résilience face aux fluctuations de la demande**

Les produits dérivés du bois présentent des dynamiques de prix hétérogènes qui illustrent l'impact des pressions du marché et les stratégies d'adaptation des entreprises. L'analyse des données du deuxième trimestre 2025 révèle des tendances divergentes entre les variations trimestrielles et annuelles. En glissement annuel, le prix des planches en bois de coffrage a enregistré une régression de 2,0%, en lien avec la diminution de la demande globale. De même, les prix des lits en bois ont baissé de 3,0%.

- **Produits de l'agriculture et de l'élevage...**
Au deuxième trimestre 2025, les prix de certains produits agricoles ont augmenté en glissement annuel : haricot blanc (+44%) et maïs (+37%). En revanche, les produits de l'élevage ont connu une baisse des prix du poulet vivant d'élevage industriel (-33%) et domestique (-27%), en rapport avec la baisse du pouvoir d'achat des ménages. Cependant, le marché des produits laitiers et des viandes locales comme le porc a progressé de 4,0%.
- **Produits industriels...** Comparé au deuxième trimestre 2024, le prix de l'huile raffinée de palme a augmenté de 11,0% au deuxième trimestre 2025, tandis que le prix du sucre en poudre a chuté de 11,0% et celui du ciment (42.5) a baissé de 4,0% en glissement annuel. Ce repli s'explique, d'une part, par

la contraction de la demande extérieure et, d'autre part, par les arrêts répétés de la production liés aux opérations de maintenance des équipements.

- **Marché des services...** Le marché des services de transport, un baromètre de la demande intérieure a enregistré une évolution contrastée au deuxième trimestre 2025. En effet, le prix du taxi de ville a connu une progression de 30,0% et celui du transport fluvial vers Kinshasa a augmenté de 23,0% en glissement annuel, en rapport avec la bonne tenue des activités économiques urbaines et des échanges régionaux. En revanche, le transport aérien international affiche des baisses significatives en glissement annuel, avec des prix des vols vers Washington et Paris en forte diminution de 26,0% et 25,0% respectivement, en lien avec la concurrence et une surcapacité sur ces lignes, poussant les opérateurs à adopter des stratégies de promotion pour attirer la clientèle.

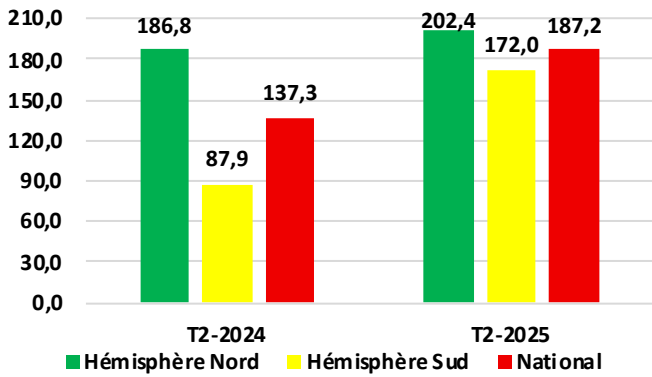
II.6 Pluviométrie

Augmentation du niveau moyen mensuel des précipitations par trimestre... L'analyse du régime des précipitations révèle une tendance haussière sur l'ensemble du territoire national entre le deuxième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2025. Le niveau moyen des précipitations est parti de 137,3 mm au deuxième trimestre 2024 pour atteindre les 187,2 mm au cours de la même période de l'année suivante, correspondant à un gain de près de 50,0 mm, soit un accroissement de 36,3%.

L'examen du régime des précipitations suivant les hémisphères a indiqué une progression identique à celle observée sur l'ensemble du territoire national, mais à des rythmes différents. En effet, l'hémisphère nord a enregistré 202,4 mm au deuxième trimestre 2025 équivalent à une augmentation de 8,4%. En outre, le niveau moyen des précipitations dans l'hémisphère sud est passée de 87,9 mm au deuxième trimestre 2024 à 172 mm une année après, représentant un bond de 95,6%.

Le réchauffement climatique qui se caractérise par une élévation des températures globales et l'intensification de l'évaporation de l'eau, les politiques de reforestation et les phénomènes météorologiques comme El Niño peuvent compter parmi les facteurs explicatifs dans la mesure où ils favorisent les conditions plus humides et des précipitations accrues et intenses dans certaines régions.

Graphique 15 : Évolution des précipitations (moyenne mensuelle en mm par trimestre)



Source : ANAC (Hémisphère nord = département de la Likouala + département de la Sangha Hémisphère sud= ensemble des autres départements (Cuvette, Cuvette-Ouest, Plateaux, Pool, Lékoumou, Bouenza, Niari, Kouilou)

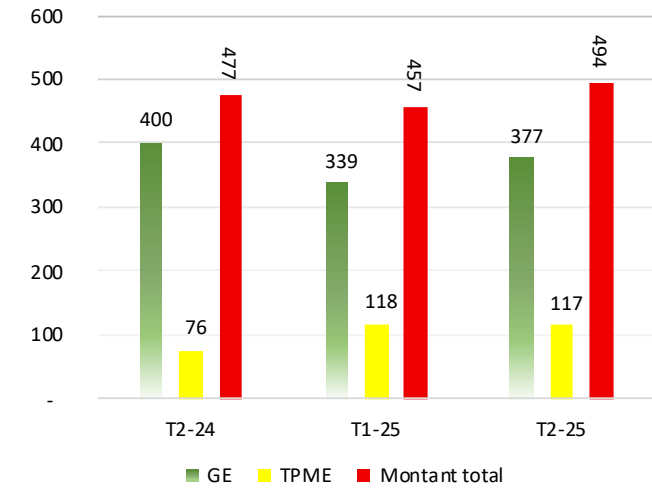
II.7. Financement de l'économie

Au deuxième trimestre 2025, les établissements bancaires ont accordé le crédit d'un montant de 493,9 milliards de FCFA aux entreprises, contre 476,6 milliards de FCFA au deuxième trimestre de l'année précédente, soit une hausse de 3,6%, en lien avec le dynamisme des activités bancaires consécutives à une participation active des banques sur le marché financier de la sous-région.

Toutefois, il convient de souligner que l'analyse globale de l'évolution du crédit occulte certaines disparités dans la répartition de l'enveloppe de financement entre les entreprises. En effet, les grandes entreprises ont bénéficié d'une enveloppe de crédit de 377,2 milliards de F CFA, soit 76,4% du total, contre 400,1 milliards de F CFA (83,9%) au deuxième trimestre de l'année précédente. En termes d'évolution de l'encours des crédits accordés aux grandes entreprises par les banques enquêtées au deuxième trimestre 2025, il apparaît une baisse de 5,7%.

Au deuxième trimestre 2025, l'enveloppe des crédits accordés aux très petites, petites et moyennes entreprises s'est établie à 116,7 milliards de FCFA, représentant 23,6 % du total des crédits, contre 76,0 milliards de FCFA (16,0 %) à la même période de l'année précédente. Cette évolution traduit une progression de 52,6 % de l'encours des crédits octroyés aux très petites, petites et moyennes entreprises par les banques enquêtées.

Graphique 16 : Évolution de crédit bancaire accordé aux entreprises (en milliards de FCFA)



Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.8. Réglementation des changes

La réglementation des changes en vigueur est un dispositif sous régional, d'application directe dans les pays de la CEMAC. Il s'agit du règlement N°02/18/CEMAC/UMAC/CM du 21 décembre 2021. Ce règlement constitue le cadre régissant les activités d'encadrement des opérations commerciales et financières avec l'extérieur. Il est administré par quatre (4) entités : le ministère en charge de la monnaie et du crédit, la BEAC, la COBAC et les établissements de crédit.

Au deuxième trimestre 2025, les indicateurs suivants ont été analysés sur la perception de la réglementation des changes par les responsables d'entreprise, à savoir : (i) opinion sur la réglementation des changes ; (ii) difficultés administratives ; (iii) retards dans le traitement des opérations ; (iv) retards lors du règlement des fournisseurs et ; (v) délai moyen des règlements par virement.

Il ressort des résultats de l'enquête que 38,1% des responsables ont une perception défavorable sur la réglementation des changes, 19,1% ont une opinion favorable, 27,0% sont neutre et 15,9% ne se sont pas prononcés.

Tableau 53: Opinion sur la réglementation des changes

	(En %)
Défavorable	25,4
Favorable	19,1
Neutre	27,0
Très défavorable	12,7
Non déclarées	15,9
Total	100,0

Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

S'agissant des contraintes administratives ou réglementaires, 74,6% des responsables d'entreprises ont déclaré, au deuxième trimestre 2025, avoir été confrontés à des obstacles liés à la réglementation des changes, notamment en matière douanière, fiscale et de transferts de fonds à l'étranger pour le règlement des fournisseurs. À l'inverse, 11,1% n'ont signalé aucune difficulté, tandis que 14,3% ne se sont pas prononcés.

Tableau 54: Appréciation sur les difficultés administratives ou réglementaires

	(En %)
Non	11,1
Oui	74,6
Non déclarées	14,3
Total	100

Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

En matière de délais de traitement des opérations, 74,6% des responsables d'entreprises ont indiqué avoir subi des retards, principalement en raison de la faiblesse des réserves de change ainsi que des lenteurs douanières et bancaires. En revanche, 14,3% n'ont signalé aucun problème, tandis que 11,1% sont restés sans opinion.

Tableau 55: Appréciation sur les retards dans le traitement des opérations

	(En %)
Non	14,3
Oui	74,6
Non déclarées	11,1
Total	100,0

Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

De même, concernant le retard dans le règlement des fournisseurs, 66,7% des responsables d'entreprises ont déclaré avoir enregistré des retards de plus d'un mois pour les raisons évoquées précédemment. À l'inverse, 20,6% n'ont signalé aucune difficulté, tandis que 12,7% ne se sont pas prononcés.

Tableau 56:Appréciation sur les retards dans le règlement des fournisseurs

	(En %)
Non	20,6
Oui	66,7
Non déclarées	12,7
Total	100

Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

Enfin, pour ce qui est du délai moyen de règlement par virement, 54,0 % des responsables d'entreprises ont indiqué avoir connu des retards de règlement par virement supérieurs à un mois, 8,0 % des retards d'au moins une à deux semaines, et 3,2 % des retards inférieurs à une semaine, tandis que 34,9 % ne se sont pas prononcés.

Tableau 57: Délai moyen de règlement par virement

	(En %)
Moins d'une semaine	3,2
1-2 semaines	1,6
Plus de 2 semaines	6,4
Plus d'un mois	54,0
Non déclarées	34,9
Total	100

Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.9. Commerce extérieur

Au deuxième trimestre 2025, les échanges extérieurs se sont orientés dans l'ensemble à la hausse en volume et à la forte contraction en valeur par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

II.9.1 Exportations de biens

Au deuxième trimestre 2025, les exportations se sont accrues de 6,4%, comparativement à la période correspondante de l'année précédente. Cette évolution résulte principalement des expéditions des hydrocarbures bruts (+8,7%) soutenues par une forte augmentation des exportations du gaz naturel liquéfié (+185,4%). La hausse des expéditions des huiles brutes de pétrole et du GPL s'est située à 6,3%.

Une réduction drastique des exportations au regard du tableau ci-dessous est observée pour les groupes des produits suivants :

- les produits minéraux non métalliques constitués du clinker et du ciment portland (-33,2%) ;
- les bois (-40,7%) en lien avec l'application progressive de la mesure visant l'interdiction des exportations des bois en grumes, la forte pluviométrie occasionnant des difficultés de transport des sites de production au lieu d'embarquement à l'exportation et l'approvisionnement irrégulier en carburant ;
- les produits raffinés de pétrole (-5,5%) malgré le relèvement du niveau des expéditions de l'essence légère (+182,9%) ;
- les cathodes de cuivre (-50,6%), dont l'évolution défavorable est justifiée par la forte baisse de la production en lien avec la diminution continue des réserves en minerais.

Tableau 58 : Évolution des exportations en volume (en tonne)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Poissons, crustacés mollusques	817	922	12,8
Produits minéraux non métal.			-33,2
Clinker	142 797	59 500	-58,3
Ciment portland	106 178	93 084	-12,3
Hydrocarbures bruts			8,7
Huiles brutes pétrole et GPL	2 926 070	3 109 762	6,3
Gaz naturel liquéfié	554 294	1 582 009	185,4
Bois			-40,7
Bois brut	133 028	45 074	-66,1
Bois sciés	65 462	50 682	-22,6
Placages déroulés	3 080	2 080	-32,5
Produits raffinés de pétrole			-5,5
Fuel oil V630	153 688	130 252	-15,2
Essence légère	8 794	24 882	182,9
Produits métallurgiques			-50,6
Cathodes de cuivre	2 160	1 068	-50,6
Autres produits	14 484	35 285	143,6
Ensemble			6,4

Sources : DGDDI et DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

Les exportations en valeur ont affiché au deuxième trimestre 2025 une contraction en glissement annuel (-18,8%) en lien avec les baisses des cours sur le marché pétrolier et des volumes exportés des produits hors hydrocarbures bruts mentionnés plus haut. La valeur globale s'est chiffrée à 987,7 milliards de FCFA contre 1204,5 milliards de FCFA l'année précédente.

Tableau 59 : Évolution des exportations des biens en valeur (en millions de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Poissons, crustacés mollusques	1 628	1 869	14,8
Produits minéraux non métal.	13 602	9 018	-33,7
Clinker	6 168	2 444	-60,4
Ciment portland	7 434	6 574	-11,6
Hydrocarbures bruts	1 068 476	891 944	-16,5
Huiles brutes pétrole et GPL	1 054 320	847 054	-19,7
Gaz naturel liquéfié	14 156	44 890	217,1
Bois	46 462	28 425	-38,8
Bois brut	19 156	7 302	-61,9
Bois sciés	26 294	20 438	-22,3
Placages déroulés	1 012	685	-32,3
Produits raffinés de pétrole	50 705	37 517	-26,0
Fuel oil V630	48 205	33 110	-31,3
Essence légère	2 500	4 407	76,3
Produits métallurgiques	12 023	5 326	-55,7
Cathodes de cuivre	12 023	5 326	-55,7
Autres produits	11 577	13 627	17,7
Ensemble	1 204 473	987 726	-18,0

Sources : DGDDI et DGE (enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.9.2 Importations de biens

Les importations de biens en volume ont enregistré une hausse de 3,1% en glissement annuel, justifiée par l'évolution des acquisitions :

- des produits alimentaires et des boissons (+8,5%), malgré une baisse des livraisons des

viandes (-18,1%) et ;

- des biens d'équipement (+111,8%).

Cette évolution a été atténuée par la baisse des autres produits de consommation (-17,3%) marquée par un recul important des produits énergétiques (-36,9%) et des produits pharmaceutiques (-18%).

Tableau 60 : Évolution des importations en volume (en tonnes)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Produits alimentaires et boissons			8,5
Produits alimentaires			8
Viandes	71 140	58 285	-18,1
Poissons	20 468	20 836	1,8
Laits et produits laitiers	3 034	3 867	27,4
Céréales	84 339	89 991	6,7
Huiles végétales et graisses	25 893	37 341	44,2
Autres produits alimentaires	34 086	47 674	39,9
Boissons	4 222	5 823	37,9
Autres produits de consommation			-17,3
Produits énergétiques	129 223	81 570	-36,9
Produits pharmaceutiques	1 168	958	-18
Produits non décrits ailleurs	173 884	167 770	-3,5
Biens d'équipement	46 070	97 576	111,8
Ensemble			3,1

Source : DGDDI

Les importations en valeur pour la période sous revue ont marqué un repli de 9,5% en glissement annuel. La valeur globale a affiché 571,8 milliards de FCFA contre 631,8 milliards de FCFA à la période correspondante de l'année précédente.

Notons que la part de la valeur des biens d'équipement par rapport à la valeur globale a baissé, atteignant le niveau de 30,6% au deuxième trimestre 2025 contre 39,4% à la période correspondante de l'année précédente.

Tableau 61 : Évolution des importations en valeur (en millions de FCFA)

Produits	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Produits alimentaires et boissons	158 010	151 748	-4,0
Produits alimentaires	155 812	149 640	-4,0
Viandes	54 899	46 135	-16,0
Poissons	21 896	22 071	0,8
Laits et produits laitiers	3 769	4 930	30,8
Céréales	18 867	22 606	19,8
Huiles végétales et graisses	16 400	25 843	57,6
Autres produits alimentaires	39 983	28 055	-29,8
Boissons	2 198	2 108	-4,1
Autres produits de consommation	224 572	244 886	9,0
Produits énergétiques	27 463	27 810	1,3
Produits pharmaceutiques	12 611	10 907	-13,5
Produits nda	184 497	206 170	11,7
Biens d'équipement	249 261	175 120	-29,7
Ensemble	631 843	571 754	-9,5

Source : DGDDI

II.9.3 Balance commerciale

Le solde positif de la balance commerciale affichant 416 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2025 a régressé de 27,4% par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Le taux de couverture des exportations sur les importations a fléchi atteignant le niveau de 172,8% pour la période sous revue, contre 190,6% un an auparavant.

Tableau 62 : Évolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA)

Indicateurs	T2-24	T2-25	Variations (en %)
Exportations	1 204 473	987 726	-18
Importations	631 843	571 754	-9,5
Balance commerciale	572 629	415 971	-27,4
Taux de couverture X/M (en %)	190,6	172,8	-

Source : DGDDI et estimation DGE

II.10. Situation monétaire

À fin juin 2025, la situation monétaire, au regard de l'évolution des principaux agrégats, reste marquée par une consolidation des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur et de la masse monétaire.

II.10.1 Avoirs extérieurs nets

Au 30 juin 2025, les avoirs extérieurs nets se sont confortés, s'affichant à 365,2 milliards de FCFA, contre 329,1 milliards de FCFA à la même date de l'année précédente, soit une hausse de 11%.

II.10.2 Crédit intérieur

Sous l'effet conjugué de l'augmentation des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie, l'encours du crédit intérieur est passé de 2 830,7 milliards de FCFA à fin juin 2024, à 3 172 milliards de FCFA à la même date en 2025, en hausse de 12,1%.

II.10.2.1- Créances nettes sur l'Etat

En lien avec le resserrement de la trésorerie publique, les crédits nets à l'Etat sont en progression de 10,6%, passant de 1 329,7 milliards de FCFA à fin juin 2024, à 1 470,2 milliards de FCFA à la même date une année après.

II.10.2.2- Crédits à l'économie

L'encours des concours bancaires à l'économie s'est affiché à 1 701,8 milliards de FCFA à fin juin 2025, contre 1 501 milliards de FCFA à fin juin 2024, soit une hausse de 13,4%.

II.10.3 Masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 10,1% au 30 juin 2025 par rapport à fin juin 2024, s'établissant à 3 288,6 milliards de FCFA.

Tableau 63 : Évolution de la situation monétaire et du crédit (à fin de période)

	En milliards de FCFA			Variations (en %)	
	2024	2025		Juin-25/ Déc-25	Juin-25/ Juin-24
	Juin	Déc	Juin		
Avoirs extérieurs nets	329,1	402,7	365,2	-9,3	11
Crédits intérieurs nets	2 830,7	3 083,9	3 172,0	2,9	12,1
- Créances nettes sur l'Etat	1 329,7	1 555,6	1 470,2	-5,5	10,6
- Crédits à l'économie	1 501,0	1 528,3	1 701,8	11,4	13,4
Masse monétaire	2 985,9	3 189,7	3 288,6	3,1	10,1

Source : BEAC (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.11. Finances publiques

Au deuxième trimestre 2025, la situation des finances publiques est marquée par une diminution des recettes, ayant entraîné une contraction des dépenses courantes et d'investissement. Les soldes primaire et global, base engagements, affichent de considérables excédents.

II.11.1- Recettes publiques

Les recettes publiques (dons exclus) ont été recouvrées à hauteur de 437,8 milliards de FCFA au

deuxième trimestre 2025, contre 626,7 milliards de FCFA pour le même trimestre de l'année précédente, soit une chute de 30,1%. Cette évolution d'ensemble, nettement défavorable, est tributaire de celle des recettes pétrolières.

Les recettes pétrolières ont fortement diminué (-61,6%), passant de 340,5 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024, à 130,6 milliards de FCFA au même trimestre de l'année 2025. Cette baisse s'explique, en partie, par les replis conjugués du prix du baril de pétrole en USD (-20,1%) et du cours du dollar en FCFA (-10,9%).

Les recettes non pétrolières sont en hausse de 9,8% en glissement annuel, à 291,1 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2025. Leur part dans les recettes totales est passée de 42,7% au deuxième trimestre 2024, à 66,5% au cours de la même période une année après.

II.11.2- Dépenses publiques

Les dépenses publiques ont été contenues à 441,9 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2025, en baisse de 22,0% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, sous l'effet conjugué de la baisse des dépenses courantes et des dépenses d'investissement.

Les dépenses courantes sont ressorties à 375,4 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2025 contre 448,3 milliards de FCFA au même trimestre de l'année 2024, soit une baisse de 16,3%.

Les dépenses d'investissement sont en chute libre (-53,6%), s'affichant à 46,7 milliards de FCFA au

deuxième trimestre 2025, contre 100,6 milliards de FCFA au même trimestre de l'année précédente. Elles ont été financées à 16% sur ressources propres contre plus de 60% au deuxième trimestre 2024.

II.11.3- Soldes budgétaires

Au deuxième trimestre 2025, les évolutions décrites ci-dessus ont eu pour effet une atténuation du solde primaire et un retournement de la tendance du solde budgétaire base engagements (dons exclus).

L'excédent primaire, s'est établi à 58,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2025 contre 128,6 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024.

Le solde budgétaire, base engagements (hors dons) est passé d'une position excédentaire (54,4 milliards de FCFA) au deuxième trimestre 2024, à une position déficitaire (-4,1 milliards de FCFA) au même trimestre en 2025.

Tableau 64 : Évolution des opérations financières de l'Etat

	En millions de FCFA			Variations (en %)	
	2024	2025		T2-25/ T1-25	T2-25/ T2-24
	T2	T1	T2		
I- Recettes totales (y.c. Dons)	626,7	485,5	437,8	-9,8	-30,1
1.1- Recettes totales (hors dons)	620,7	475,8	437,8	-8	-29,5
1.1.1- Recettes pétrolières	340,5	181,9	130,6	-28,2	-61,6
1.1.2- Recettes non pétrolières	265,0	278,3	291,1	4,6	9,8
1.2- Dons	6,0	9,7	-	-	-
II- Dépenses totales et prêts nets	566,3	374,1	441,9	18,1	-22
2-1- Dépenses courantes	448,3	346,8	375,4	8,2	-16,3
- Dont Intérêts dettes	74,2	68,1	62,2	-8,7	-16,2
- Dépenses courantes (hors intérêts dettes)	374,1	278,7	313,2	12,4	-16,3
2.2- Dépenses en capital	100,6	11,6	46,7	302,6	-53,6
- Dont financement intérieur	64,8	-	6,4	-	-90,1
2.3- Budgets annexes et comptes spéciaux	17,4	15,7	19,7	25,5	13,2
III- Soldes :					
3.1- Solde primaire (y.c. dons)	128,6	179,5	58,2	-	-
3.2- Solde global, base engag. (hors dons)	54,4	101,7	- 4,1	-	-

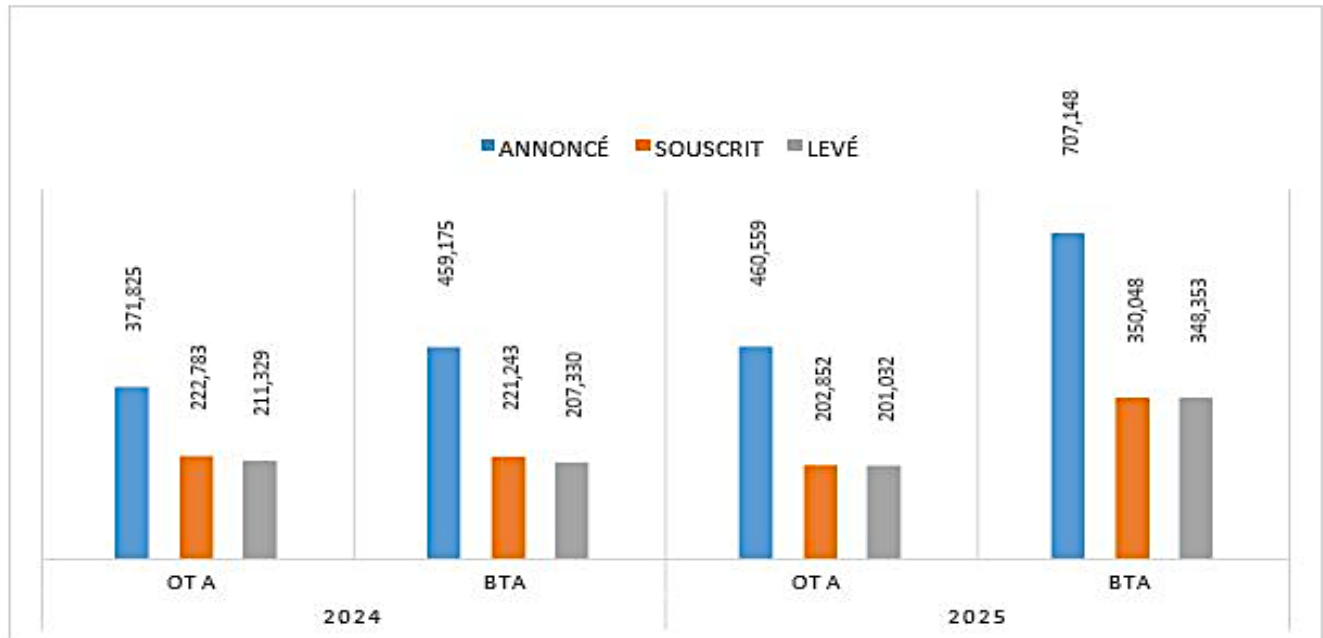
Source : DGB/DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

II.12. Titres publics

Au deuxième trimestre 2025, l'analyse comparative des émissions a mis en lumière une dynamique contrastée entre les Bons du trésor assimilables (BTA) et les Obligations du trésor assimilables (OTA). S'agissant des BTA, les performances ont été en nette amélioration par rapport au deuxième trimestre 2024. Les montants annoncés sont passés de 459,2 milliards de FCFA à 707,1 milliards de FCFA (+54%). Cette progression s'est accompagnée d'un accroissement des souscrip-

tions, de 221,2 milliards de FCFA à 350,0 milliards de FCFA (+58%), mais surtout d'une hausse substantielle des montants effectivement levés, qui ont bondi de 207,3 milliards de FCFA à 348,4 milliards de FCFA (+68%). Ces résultats témoignent non seulement d'un regain d'intérêt des investisseurs pour les instruments de court terme, mais aussi d'une meilleure capacité du Trésor à concrétiser ses objectifs de financement.

Graphique 17 : Émissions des bons et obligations du Trésor



Source : DGT-DDBM-SOMD

À l'inverse, la trajectoire des OTA s'avère moins favorable. Bien que les montants annoncés aient augmenté, passant de 371,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 460,6 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2025 (+24%), les souscriptions reculent légèrement, revenant de 222,8 milliards de FCFA à 202,9 milliards de FCFA (−9%), tout comme les montants levés, de 211,3 milliards de FCFA à 201,0 milliards de FCFA (−5%). Cette baisse légère montre une prudence des investisseurs vis-à-vis des maturités plus longues.

D'une manière générale, la tendance observée confirme une préférence marquée du marché pour les titres de court terme au cours du deuxième trimestre 2025. Cette orientation met en évidence une confiance dans les BTA, qui apparaissent désormais comme l'instrument privilégié des investisseurs, tandis que les OTA subissent une contraction relative.

II.13 Relations avec l'extérieur

Le 4 août 2025, les autorités congolaises et la banque africaine de développement ont signé un accord de don d'un montant de 602 000 dollars américains (380 millions de francs CFA). Ce finan-

cement a pour objectif de soutenir l'opération de rebasage des comptes nationaux du Congo, c'est-à-dire une révision complète de la méthode de calcul de ses indicateurs économiques.

L'objectif principal est de moderniser le système statistique du pays en passant de l'ancien standard (SCN, 1993) au système de comptabilité nationale de 2008 (SCN, 2008), qui est conforme aux normes internationales. Cette mise à jour permettra de mieux refléter la réalité de l'économie congolaise.

À plus long terme, cette opération préparera également le pays à adopter le tout nouveau standard SCN 2025, qui inclut une innovation majeure : la prise en compte de l'environnement et des services écosystémiques dans le calcul de la richesse nationale. Cette dimension est cruciale pour le Congo, dont l'économie dépend fortement de ses ressources naturelles.

III. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2025

L'analyse des perspectives de l'économie nationale pour 2025 porte sur le secteur réel, l'inflation, les finances publiques et le secteur monétaire.

III.1. Secteur réel

En se basant sur l'évolution de l'activité économique observée au premier trimestre 2025, le Gouvernement, à travers le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire, table sur une croissance de 3,1% en 2025, contre 1,8% en 2024. Ce dynamisme serait soutenu à la fois par la performance du secteur pétrolier et des activités hors pétrole.

Le secteur hors pétrole devrait enregistrer une croissance de 3,6% en 2025, soit une accélération de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2024 (3,4%), en lien avec la performance des activités dans les trois secteurs économiques.

Le secteur primaire devrait afficher en 2025 une croissance supérieure de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2024, soit 2,3% contre 2,0%, portée par le raffermissement de la croissance dans la branche « Agriculture » (5,6% contre 5,4%).

Le secteur secondaire devrait connaître une reprise de l'ordre de 1,9% en 2025, après avoir enregistré une baisse de 0,4% en 2024. Cette reprise serait soutenue par le regain d'activités dans les branches « Extraction des hydrocarbures » (1,3% contre -1,7%), « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (17,8% contre 17,0%), « Construction » (3,6% contre 3,0%), « Production et distribution d'électricité et d'eau » (1,3% contre 1,1%) et « Industries alimentaires » (4,5% contre 4,3%).

Enfin, le secteur tertiaire afficherait une croissance de 4,9% en 2025 contre 4,5% en 2024, soit un raffermissement de 0,4 point de pourcentage, porté par l'accroissement des activités dans les branches « Poste et télécommunication » (5,0% contre 3,4%), « Transports et auxiliaires de transports » (1,8% contre 1,1%), « Hôtels, bars et restaurant » (5,0% contre 4,6%) et « Commerce » (-1,2% contre -2,4%).

III.2 Inflation

La politique de la lutte contre la vie chère et l'atténuation des effets de l'augmentation des prix du carburant à la pompe devraient contenir les tensions inflationnistes en 2025, avec un taux de 2,5% en deçà de la norme communautaire de 3,0%.

III.3 Finances publiques

D'après la loi de finances exercice 2025, les recettes budgétaires sont projetées à 2 550,7 milliards de FCFA (26,1% du PIB) en 2025. Elles devraient se répartir comme suit :

- 1 230,6 milliards de FCFA pour les recettes pétrolières, soit 12,6% du PIB ;

- 1 247,1 milliards de FCFA pour les recettes non pétrolières, soit 12,8% du PIB dont 1 075,3 milliards de FCFA pour les recettes fiscales (11,0% du PIB) et 171,8 milliards de FCFA (1,8% du PIB) pour les recettes non fiscales ;
- 73,0 milliards de FCFA pour les dons, représentant 0,7% du PIB.

Concernant les dépenses publiques, leur enveloppe a été projetée à 2 198,7 milliards de FCFA, représentant 22,5% du PIB en 2025. Elles devraient se répartir ainsi qu'il suit :

- 1 781,7 milliards de FCFA pour les dépenses courantes, représentant 18,3% du PIB, dont 430,0 milliards de FCFA pour les traitements et salaires, soit 4,4% du PIB, 590,0 milliards de FCFA pour les transferts, représentant 6,0% du PIB et 331,0 milliards de FCFA pour les intérêts sur la dette publique, soit 3,4% du PIB.
- 417,0 milliards de FCFA pour les dépenses d'investissement, représentant 4,3% du PIB.

En conséquence, le solde budgétaire global base engagements dons compris ressortirait excédentaire de 352,0 milliards de FCFA, représentant 3,6% du PIB. Le solde primaire base ressources propres serait également excédentaire, à hauteur de 812,0 milliards de FCFA (8,3% du PIB) en 2025.

III.4 Situation monétaire

La situation monétaire serait caractérisée à fin 2025 par :

- i. Une hausse des avoirs extérieurs nets de 20,2%, atteignant 484,1 milliards de FCFA, portée par les rapatriements projetés des recettes d'exportations des opérateurs économiques, notamment ceux du secteur extractif, en dépit de la couverture des importations et du service de la dette ;
- ii. Une progression du crédit intérieur net de 6,3%, pour s'établir à 3 284,4 milliards de FCFA, soutenue par le regain des engagements de l'État envers le système bancaire ainsi que la consolidation des activités dans le secteur hors pétrole ;
- iii. Une amélioration des autres postes nets du système bancaire de 1,3% pour se hisser à 104,9 milliards de FCFA, en lien avec le renforcement des fonds propres des banques commerciales.

En conséquence, la masse monétaire (M2) croîtrait de 8,6%, pour s'établir à 3 471,6 milliards de FCFA, tirée principalement par ses contreparties.

ANNEXES

Tableau A1 : Évolution de l'emploi dans le secteur formel (en nombre)

Indicateurs	2024	2025	Variations (en %)
	Fin juin	Fin juin	juin 25/juin 24
Secteur primaire	8 121	7 680	-5,4
Pêche	155	176	13,5
Effectifs permanents	114	135	18,4
Effectifs temporaires	41	41	0
Filière bois (industries forestiere)	7 966	7 504	-5,8
Effectifs permanents	6 889	5 860	-14,9
Effectifs temporaires	1 077	1 644	52,6
Secteur secondaire	18 446	19 525	5,8
Extraction des hydrocarbures	3 475	3 761	8,2
Effectifs permanents	1 476	1 355	-8,2
Effectifs temporaires	1 999	2 406	20,4
Autres industries manufacturieres	9 467	10 455	10,4
Effectifs permanents	5 207	5 180	-0,5
Effectifs temporaires	4 260	5 275	23,8
Production d'eau et d'électricité	3 582	3 734	4,2
Effectifs permanents	3 572	3 724	4,3
Effectifs temporaires	10	10	0
Batiments et travaux publics	1 922	1 575	-18,1
Effectifs permanents	1 273	1 182	-7,1
Effectifs temporaires	649	393	-39,4
Secteur tertiaire	27 408	25 478	-7
Hotellerie et restauration	2 854	2 427	-15
Effectifs permanents	1 916	1 528	-20,3
Effectifs temporaires	938	899	-4,2
Commerce	5 296	4 834	-8,7
Effectifs permanents	4 092	3 951	-3,4
Effectifs temporaires	1 204	883	-26,7
Transport et transit	7 609	7 677	0,9
Effectifs permanents	6 247	6 232	-0,2
Effectifs temporaires	1 362	1 445	6,1
Télécommunications	2 495	2 394	-4
Effectifs permanents	1 113	1 091	-2
Effectifs temporaires	1 382	1 303	-5,7
Services financiers	3 817	3 963	3,8
Effectifs permanents	3 349	3 492	4,3
Effectifs temporaires	468	471	0,6
Autres services	5 337	4 183	-21,6
Effectifs permanents	3 036	2 285	-24,7
Effectifs temporaires	2 301	1 898	-17,5
Ensemble	44 854	45 003	0,3
Effectifs permanents	31 281	30 020	-4
Effectifs temporaires	13 573	14 983	10,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

Tableau A2 : Évolution de la masse salariale (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2024		2025	Variations (en %)	
	fin mars	fin décembre	fin mars	mars-25/ dec-24	mars-25/ mars-24
Secteur primaire	4 885	5 486	5 458	-0,5	11,7
Pêche	86	102	123	20,1	43,6
Masse salariale permanents	84	101	121	20	44
Masse salariale temporaires	1	1	2	25	15,4
Exploitation forestière	4 800	5 383	5 335	-0,9	11,2
Masse salariale permanents	4 089	4 610	4 458	-3,3	9
Masse salariale temporaires	711	774	878	13,4	23,5
Secteur secondaire	58 344	64 953	62 090	-4,4	6,4
Extraction des hydrocarbures	36 695	36 634	36 668	0,1	-0,1
Masse salariale permanents	29 742	30 348	30 314	-0,1	1,9
Masse salariale temporaires	6 953	6 286	6 354	1,1	-8,6
Autres industries manufacturières	13 362	18 075	16 180	-10,5	21,1
Masse salariale permanents	9 699	14 293	12 394	-13,3	27,8
Masse salariale temporaires	3 662	3 782	3 786	0,1	3,4
Electricité et eau	6 696	7 764	7 603	-2,1	13,5
Masse salariale permanents	6 685	7 721	7 591	-1,7	13,5
Masse salariale temporaires	11	43	12	-72,1	9,1
Bâtiments et travaux publics	1 591	2 480	1 639	-33,9	3
Masse salariale permanents	1 190	1 574	1 429	-9,3	20,1
Masse salariale temporaires	401	906	210	-76,8	-47,6
Secteur tertiaire	56 954	70 950	67 897	-4	19,2
Commerce	6 301	7 480	8 501	13,6	34,9
Masse salariale permanents	5 757	6 916	8 060	16,5	40
Masse salariale temporaires	543	565	442	-21,8	-18,7
Hôtel et restaurant	2 182	2 784	2 978	7	36,5
Masse salariale permanents	1 803	2 234	2 285	2,3	26,7
Masse salariale temporaires	379	550	693	25,9	82,8
Transports	15 987	18 130	16 006	-11,7	0,1
Masse salariale permanents	13 785	16 151	14 355	-11,1	4,1
Masse salariale temporaires	2 202	1 979	1 651	-16,6	-25
Télécommunications	7 591	6 645	6 563	-1,2	-13,5
Masse salariale permanents	6 426	5 373	5 248	-2,3	-18,3
Masse salariale temporaires	1 165	1 273	1 315	3,3	12,9
Autres services	24 893	35 910	33 849	-5,7	36
Masse salariale permanents	19 832	29 819	28 575	-4,2	44,1
Masse salariale temporaires	5 061	6 092	5 274	-13,4	4,2
Ensemble	120 182	141 389	135 444	-4,2	12,7
Masse salariale permanents	99 093	119 138	114 827	-3,6	15,9
Masse salariale temporaires	21 089	22 251	20 617	-7,3	-2,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

Tableau A3 : Tendance des prix sur le marché

Produits du bois	T1-25/T2-25	T2-25/T2-24
Planches en bois (coffrage)	1%	-2%
Lit en bois	0%	-3%

Produits agricoles	T1-25/T2-25	T2-25/T2-24
Maïs	-3%	37%
Pâte fermentée de maïs	-16%	17%
Farine de manioc (foufou)	15%	10%
Pomme de terre	15%	9%
Riz à longs grains	10%	-7%
Riz brisé	-8%	12%
Haricot blanc	-4%	44%

Produits d'élevage	T1-25/T2-25	T2-25/T2-24
10-Viande de bœuf sans os (fraiche)	-3%	-3%
11-Viande de bœuf avec os (fraiche)	3%	1%
12-Viande de porc	4%	8%
13-Viande de mouton	-3%	-9%
14-Poulet vivant (elevage industriel)	6%	-33%
15-Poulet local vivant (elevage domestique)	1%	-27%
16-Œuf frais	-6%	0%

Produits industriels	T1-25/T2-25	T2-25/T2-24
17-Huile raffinée de palme	-1%	11%
18-Huile raffinée d'arachide	-4%	-4%
19-Sucre en poudre	-1%	-11%
20-Sucre en morceau	0%	-1%
21-Sucre en poudre préemballé	0%	-2%
22-Farine de blé	0%	1%
23-Pain de blé en baguette (petit pain)	0%	-8%
25-Ciment (42.5)	0%	-4%
26-Gaz	0%	1%

Services	T1-25/T2-25	T2-25/T2-24
28-Trein (BZV/PN) - 2e classe	0%	0%
29-Bus urbain	6%	6%
30-Taxi de ville	0%	30%
31-Transport inter urbain	4%	2%
32-Transport par voie fluviale en bateau vers Kinshasa	0%	23%
33-Vol international (classe économique) vers un pays africain Cemac (Douala)	0%	-15%
34-Vol international (classe économique) vers un pays africain hors Cemac (Cotonou)	0%	2%
35-Vol international vers Paris (classe économique)	1%	-25%
36-Vol international vers Washington (classe économique)	0%	-26%

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2025)

ÉQUIPE TECHNIQUE

COMITE DE REDACTION

Directeur de la publication : Dr. Franck Mondésir
MBOUAYILA TSASSA

Rédacteur en chef : Dr. Amed Stown BORGIA

EQUIPE DE REDACTION

Amour AKONDZO
Adolphe MABIKI Alexis LOUKOLO
Dr. Amed Stown BORGIA
Anastasie KORILA
Andréas Linche BAHOUAS NTAKI
Ben Dhidhi Leuvrais MESSIEURS MOUKOKO
Benecia Astria BOMANDOUKI NGALA
Berode MOUTOLO MATONGO
Bien-Aimé DIAMONEKA
Boanerges Addissi MIZELET
Brice M'BON
Christ Durel YILA MOUTELET
Christophe MASSAMBA
Clev Fabrice AMBOULOU
Clin's White ONDZOLO
Darel Gervet TSAKALA TSIMBA
Doriane NGOLO
Dr. Constant Mathieu MAKOUÉZI
Dr. Grâce DOMBA
Dr. Guy Paulin DIBAKALA
Dr. Gwladys Prince ONDONGO
Dr. Hardy ZABATANTOU
Dr. Ines Adréa DIATA
Dr. NZENGA OBA
Dr. Van NDOUNIAMA
Dr. Angele Love Prudence MOUAKASSA
Elie VOUZA
Emos Junior PEA
Ernest PEA
François NGASSAI
Godefroy Hubert KIHOULOU
Godfrey KIYOULOU
Innocent GOMA MAKOUATI
Ismaïl BILONGO
Issdine KARIMOU
Jean Luc KOUTADISSA
Jean NIAMA BOUKORO
Jessica MOUANDA
Joie Parfaite MINZELE NSI
Jores MOUSSOUNGOU
Latchidong Dagliche DIMI- PEA
Mack Deny YILA MABIALA
Mailly MFOUMOU

Marina YILA
Moïse DAMBA
Patrick NGUILA
Pitou MAMFOUMBA
Ray NGOUMBA
Sylvère Cyrille NIANGUI MISSIET
William OKOMBI
York Ismael BILONGO PINDOU

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr André-Patient BOKIBA
Pr Hervé DIATA
Dr Dieudonné DINGA DILOUNGO
Dr Florent Jean Désiré KABIKISSA
Dr Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA
Dr Benjamin NGOMA

APPUI TECHNIQUE

Michel MATAMONA
Antoine ANDZOLO
Christoph MASSAMBA

SECRETARIAT

Bachelore Maldrine TAKI TOUNOUKA
Joshèlène Grâce LOUBAKI MOPIANE
Robert KIABIKI MAFIL

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

Bld. Denis SASSOU N'GUESSO (face MUCODEC la gare)

: 1111Bzv / : (+242) 22 260 03 54

: dgeconomie.cg@gmail.com